

## COMITE DES FINANCES LOCALES

Séance du 2 février 2010

### **Détermination du préciput destiné au remboursement des frais des permanents syndicaux mis à disposition**

L'article L.1613-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que les collectivités et établissements publics qui mettent des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales, dans les conditions prévues à l'article 100 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, sont remboursés des charges salariales correspondantes, de toute nature, par une dotation particulière prélevée sur la DGF.

L'article R.1613-2 du CGCT fixe à 90 le nombre total en équivalents temps plein des permanents syndicaux concernés par ces dispositions. La répartition de ces 90 postes est actuellement déterminée par l'arrêté du 1er avril 2009. En effet, il faut noter que, suite aux élections professionnelles de 2008, le quota de postes de mises à disposition attribué à chaque organisation syndicale représentative a été modifié au 1<sup>er</sup> avril 2009 avec effet au 1<sup>er</sup> mai. Pour 2009, on doit donc distinguer deux périodes pour comptabiliser les droits ouverts : du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril et du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre.

En février 2009, le comité des finances locales a provisionné une somme de 4 000 000 € afin de rembourser les charges salariales des permanents syndicaux supportées par les collectivités locales en 2009. Les remboursements effectués en 2009 au titre des mises à disposition prononcées atteignent la somme de 3 940 907,20 € contre 3 966 639,14 € en 2008 soit une baisse de -0,64%.

Il convient par ailleurs de tenir compte de l'entrée en vigueur de l'article 46 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale. En effet, cet article étend à compter du 20 février 2007 le remboursement des charges salariales au profit des organisations syndicales pour les mises à disposition non prononcées. Le décret n°2007-1846 du 26 décembre 2007 précise les modalités de calcul du droit à remboursement et fixe au 15 janvier de l'année N+1 la date limite de retour des demandes des organisations syndicales.

Au 15 janvier 2010, 6 syndicats s'étaient manifestés pour demander le remboursement des charges salariales correspondant à des mises à disposition non prononcées pour un total de 6,2 ETP sur la période considérée et de 115 375,80 €.

Le total des crédits consommés au titre de cette ligne s'établit donc à 4 056 283 € (contre 4 000 000 € provisionnés en février 2009).

Une provision complémentaire doit être également effectuée au titre de la réévaluation du contingent de mises à disposition prévue dans le courant de l'année (*via* un décret). Le Gouvernement, en concertation avec les organisations syndicales concernées, les représentants de l'AMF, l'ADF et de l'ARF, sont parvenus à un accord pour relever l'effectif total de 90 postes et de le porter à 103 postes, soit 13 postes supplémentaires. Pour 2010

néanmoins, le coût de ces 13 postes supplémentaires a été évalué sur la base du coût moyen unitaire dépensé en 2009 pour un permanent syndical, à savoir 47 526,62 € et en fonction de l'entrée en vigueur du texte en milieu d'année 2010 (après avis du CFL sur le décret lors d'une de ses prochaines séances et examen par le Conseil d'Etat). La somme ainsi calculée atteint 308 923,03 € et correspond à une prise en charge à mi-année.

Dès lors, compte-tenu d'un reliquat de gestion de 188 518,57 € (issu d'un cumul sur plusieurs années, la gestion 2009 étant déficitaire), il est proposé au comité des finances locales de prélever 4 200 000 € sur la dotation globale de fonctionnement afin de couvrir l'ensemble de ces frais en 2010.

## COMITE DES FINANCES LOCALES

Séance du 2 février 2010

### Projet de budget du comité des finances locales

En application de l'article L. 1211-5 du code général des collectivités territoriales, une dotation destinée à couvrir les frais de fonctionnement du comité des finances locales et le coût des travaux qui lui sont nécessaires, est prélevée sur les ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement.

En 2009, le comité des finances locales avait ainsi opéré un prélèvement de 590 361 € sur la DGF. Ce dernier se décomposait en 552 606 € au titre de la rémunération des treize contractuels du comité et 37 755 € pour assurer le fonctionnement courant du comité et de ses deux formations restreintes, la commission consultative d'évaluation des charges (CCEC) et la commission consultative d'évaluation des normes (CCEN).

A ces sommes se sont ajoutés des reports respectifs de 21 574 € et 37 245 € portant le coût prévisionnel 2009 de la rémunération à 574 181 € et le montant réservé aux autres frais de fonctionnement du comité à 75 000 €.

Pour 2010, le principal poste de dépense restera celui de la rémunération des agents contractuels du comité.

Le budget prévisionnel des dépenses de personnel devrait s'établir à 591 243,73 € en 2010, soit + 2,97% par rapport au budget prévisionnel 2009. Cette légère augmentation s'explique notamment par l'augmentation de la valeur du point applicable à tous les contractuels du CFL.

Afin de limiter cette progression budgétaire, il est toutefois proposé au Comité de tenir compte de l'existence d'un reliquat de 8 226,17 €, correspondant à des crédits non consommés au titre de 2009 pour établir le montant à prélever en 2010 sur la DGF. Ce prélèvement pourrait s'établir à 583 017,56 €.

En ce qui concerne les autres frais de fonctionnement du comité, le prélèvement opéré sur la DGF pour couvrir ces frais avait été fixé à 37 754,67 € en 2009, montant auquel se sont ajoutés 37 245,33 € au titre des reports de crédits de 2008. L'exécution du budget de fonctionnement du CFL 2009 (hors personnel) s'est finalement élevée à 46 104,93 €.

Les dépenses liées à la CCEC se sont élevées à 3 198,96 € en 2009, essentiellement au titre de frais de sténotypie (3 033,20 euros). Le budget consommé du CFL, hors CCEC et CCEN, s'est établi quant à lui à 41 177,15 euros. Quant à la CCEN, les dépenses réalisées se sont élevées à 1 728,82 € correspondant principalement au remboursement des frais de transport des membres participant aux séances.

Pour 2010, compte tenu de l'existence d'un solde de fin de gestion 2009 de 28 895,07 €, il est proposé de limiter le prélèvement sur la DGF à 41 104,93 €, au titre des

frais de fonctionnement. Une provision totale de 70 000 € devrait en effet suffire à couvrir les frais de fonctionnement du comité des finances locales, de la CCEC et de la CCEN en 2010.

**Au total, il est proposé de fixer à 624 122,49 € le montant du prélèvement à opérer sur la DGF en 2010 afin de couvrir les frais de fonctionnement du Comité des finances locales (soit + 5,72% par rapport à 2009).**

Le tableau joint en annexe présente les crédits consommés en 2009 ainsi que la proposition d'affectation des crédits pour 2010.

### **I – Frais de personnel**

Lors de sa séance du 3 février 2009, le Comité avait fixé à 574 180,53 € le montant nécessaire à la rémunération des agents contractuels en 2009. 565 954,36 € ont finalement été consommés en 2009. Le reliquat de la ligne consacrée aux personnels s'élève ainsi à 8 226,17 €.

Pour 2010, le coût prévisionnel des rémunérations des contractuels du Comité s'établit à **591 243,73 €**. Il tient compte des charges de sécurité sociale et des cotisations patronales au titre des prestations sociales.

### **II – Frais de déplacement des membres du comité des finances locales**

En 2009, le comité des finances locales avait réservé une somme de 10 000 € pour couvrir ces frais. 4 934,58 € ont été consommés à ce titre. Quelques frais de mission restent néanmoins encore à solder au titre de 2009 ; ils seront réglés par prélèvement sur le reliquat de gestion de l'exercice 2009.

Il est par conséquent proposé au comité de prévoir une enveloppe de **8 000 €** pour 2010, sachant que les reports de gestion permettront, si nécessaire, de financer les éventuels compléments.

### **III – Frais de sténotypie**

Une somme de 12 000 € avait été prévue pour ces frais en 2009. Les crédits consommés se sont finalement élevés à 11 940,56 € pour le CFL et la CCEC, qui correspond à une hausse de +45,15 % par rapport à 2008. Pour 2009, il est proposé d'établir la provision à **15 000 €**, compte-tenu du nombre et de la durée des diverses réunions anticipées pour 2010.

### **IV – Prestations de service et études**

La dotation prévue pour l'année 2009 était de 21 000 €. Le montant total des dépenses réellement exposées s'est élevé à 22 470,07 €, qui se décompose comme suit :

1 – Rapport de l’observatoire des finances locales	16 643,68 €
2 – Déjeuners et séminaires	3 387,21 €
3 – Prestations diverses	<u>2 439,18 €</u>
<b>Total</b>	<b>22 470,07 €</b>

Pour 2010, il est proposé d’inscrire un montant de **22 000 €** au titre de cette ligne.

#### **V – Documentation – matériel bureautique et informatique – dépenses diverses du CFL**

Pour l’année 2009, la dotation prévue pour cette rubrique s’élevait à 8 000 €. Le montant total des dépenses s’est en réalité élevé à **6 759,72 €** et est essentiellement lié aux coûts de reproduction des documents du CFL et de la CCEC.

Les dépenses se répartissent comme suit :

1 – Acquisition de matériel bureautique et informatique	0,00 €
2 – Photocopies et locations de matériels	6 316,52 €
3 – Dépenses diverses du CFL : abonnements et petites fournitures	<u>443,20 €</u>
<b>Total</b>	<b>6 759,72 €</b>

Il est proposé de reconduire en 2010 une prévision de **8 000 €** pour ce poste de dépense.

**BUDGET DE FONCTIONNEMENT  
DU COMITE DES FINANCES LOCALES**

EVOLUTION 2009-2010

(en Euros)

Type de dépense	Crédits inscrits en 2009	Crédits consommés en 2009			Reliquat au titre de 2009	Propositions pour 2010	variation
		CFL	CCEC	CCEN			
Frais de déplacement des membres du comité	10 000,00 €	3 226,47 €	165,76 €	1 542,35 €	5 065,42 €	8 000,00 €	20,00%
Sténotypie	12 000,00 €	8 907,36 €	3 033,20 €	0,00 €	59,44 €	15 000,00 €	25,00%
Prestations de services - études -séminaires	21 000,00 €	22 283,60 €	0,00 €	186,47 €	-1 470,07 €	22 000,00 €	4,76%
Elections CFL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Photocopies, documentation, fournitures, matériel de bureau informatique	8 000,00 €	6 759,72 €	0,00 €	0,00 €	1 240,28 €	8 000,00 €	0,00%
<b>Besoins de fonctionnement (1)</b>	<b>51 000,00 €</b>	<b>41 177,15 €</b>	<b>3 198,96 €</b>	<b>1 728,82 €</b>	<b>4 895,07 €</b>	<b>53 000,00 €</b>	<b>3,92%</b>
Report du solde de gestion (2)	37 245,33 €				28 895,07 €	28 895,07 €	-22,42%
Provision pour le fonctionnement (3)	75 000,00 €					70 000,00 €	-6,67%
<b>Montant à prélever sur la DGF au titre du fonctionnement (4)=(3)-(2)</b>	<b>37 754,67 €</b>					<b>41 104,93 €</b>	<b>8,87%</b>
Personnel (5)	574 180,53 €	565 954,36 €			8 226,17 €	591 243,73 €	2,97%
Report du reliquat de crédits de personnel (6)	21 574,19 €					8 226,17 €	
<b>Montant à prélever sur la DGF pour frais de personnel (7)=(5)-(6)</b>	<b>552 606,34 €</b>					<b>583 017,56 €</b>	<b>5,50%</b>
<b>Prélèvement total sur DGF (7)=(4)+(7)</b>	<b>590 361,01 €</b>					<b>624 122,49 €</b>	<b>5,72%</b>
<b>TOTAL GENERAL DU BUDGET (8)=(3)+(5)</b>	<b>649 180,53 €</b>					<b>661 243,73 €</b>	<b>1,86%</b>

## Solde de gestion 2009

### I) Montant des rectifications et écarts de masse

(en euros)

Communes		
<i>Dotation forfaitaire</i>		
Versements		-739 755
Reversements effectués		372 991
Ecarts de masse		-77 362 596
<b>Total</b>		<b>-77 729 360</b>
<i>Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)</i>		
Versements		-112 540
Reversements effectués		0
Ecarts de masse		-11
<b>Total</b>		<b>-112 551</b>
<i>Dotation de solidarité rurale (DSR)</i>		
Versements		-101 443
Reversements effectués		14 473
Ecarts de masse		-75
<b>Total</b>		<b>-87 045</b>
<i>Dotation nationale de péréquation (DNP)</i>		
Versements		-170 606
Reversements effectués		0
Ecarts de masse		297
<b>Total</b>		<b>-170 309</b>
<i>Quote-part dotation d'aménagement outre-mer</i>		
Versements		0
Reversements effectués		0
Ecarts de masse		13
<b>Total</b>		<b>13</b>

Groupements à fiscalité propre		
Versements		-1 521 242
Ecarts de masses (dotation d'intercommunalité et dotation de compensation)		-360 174
<b>total des versements nets</b>		<b>-1 881 416</b>
Reversements effectués		13 343
Ecarts de masses		77 362 596
<b>total des reversements nets</b>		<b>77 375 939</b>
<b>Total</b>		<b>75 494 523</b>

Départements		
Versements		-52 544
Reversements effectués		437 572
<b>Total</b>		<b>385 028</b>

Régions		
Versements		0
Reversements effectués		0
<b>Total</b>		<b>0</b>

<b>Total pour les communes</b>		<b>-78 099 252</b>
--------------------------------	--	--------------------

<b>Total pour les EPCI</b>		<b>75 494 523</b>
----------------------------	--	-------------------

<b>Total pour les départements</b>		<b>385 028</b>
------------------------------------	--	----------------

<b>Total pour les régions</b>		<b>0</b>
-------------------------------	--	----------

<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-2 219 701</b>
----------------------	--	-------------------

### II) Montant du solde de gestion

Solde de gestion des communes, EPCI, départements et régions		
solde de gestion 2008		-10 632 202
préciput 2009 pour déficit 2008		10 650 000
provision pour rectification 2009		0
total des versements / reversements en 2009		-2 219 701
<b>Solde de gestion 2009</b>		<b>-2 201 903</b>

## COMITE DES FINANCES LOCALES

Séance du 2 février 2010

### **Détermination des enveloppes de crédits et modalités de répartition de la DGF en 2010**

Comme chaque année, le Comité des finances locales (CFL) est chargé d'opérer un certain nombre de choix qui déterminent le montant des différents ensembles composant la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Les marges de manœuvre du Comité s'inscrivent depuis 2005 dans le cadre défini par les lois de finances pour 2004 et pour 2005. En 2006, le Comité a pu ainsi exercer pleinement ses nouvelles attributions sur l'ensemble des composantes de la dotation globale de fonctionnement (DGF). La loi de finances pour 2007 a encore élargi ses marges de manœuvre sur le complément de garantie de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation forfaitaire des départements. Elle a également modifié la fourchette d'indexation de la dotation forfaitaire des régions.

Dans cette continuité et dans un cadre financier fortement contraint, la loi de finances pour 2009 a complété le périmètre des composantes de la DGF soumises à décision du Comité des finances locales. Ainsi, le CFL a désormais compétence pour déterminer l'évolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines et des syndicats d'agglomération nouvelle, ainsi que celle de la dotation de compensation des départements. De même, l'article 167 de la loi de finances pour 2009 a modifié les fourchettes d'indexation jusqu'ici applicables à la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération, ainsi qu'à la dotation de compensation et à la dotation de base des départements.

Les tableaux des masses de la DGF pour 2010 traduisent par conséquent ces changements.

Le présent rapport a ainsi pour objet d'aider le Comité à effectuer les choix qui relèvent de sa compétence s'agissant de la répartition des masses de la DGF.

## **I. REPARTITION DES MASSES DE LA DGF POUR 2010**

### **I.1. Montant global de la DGF pour 2010 :**

En application de l'article 40 de la loi de finances pour 2010, la masse totale de la DGF pour 2010 résulte du montant de la DGF pour 2009 (hors l'abondement ponctuel de 50 M€), débasé de 437 572€ supplémentaires par rapport aux masses présentées début 2009 -au titre de mesures de recentralisation sanitaire opérées en 2009 dans les départements de l'Indre-et-Loire et de la Nièvre dont le coût n'a été connu qu'en toute fin d'année- puis majoré de 0,6%. La DGF s'élève ainsi à **41 093 253 201 €**, en augmentation de **+ 0,6 %** par rapport à 2009.

Une mesure de périmètre modifiée en outre de façon pérenne ce montant. En effet, en application de l'article 100 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, la loi de finances pour 2010 procède au débasage de la dotation de compensation du département de la Manche, pour un montant de 666 253 € en raison de la recentralisation de certaines de ses compétences sanitaires.

Enfin, l'article 41 de la loi de finances pour 2010 prévoit une mesure d'abondement ponctuel de 131 201 256 € de la dotation d'aménagement de la DGF des communes et des EPCI en 2010. Cet abondement est couvert par des redéploiements de crédits au sein de l'enveloppe des concours financiers de l'Etat, notamment un gel de la progression de certaines dotations d'investissement (Dotation globale d'équipement des communes et des départements, dotation de développement rural), de la dotation générale de décentralisation et la diminution de 40M€ de la Compensation « part salaires » versée aux Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

## **I.2. Fixation du préciput pour rectifications courantes, de la dotation de fonctionnement du CFL et du montant de la dotation « permanents syndicaux »**

Pour obtenir la DGF réellement mise en répartition, il est nécessaire, au-delà des opérations évoquées précédemment, de procéder à trois préciputs sur le montant de la DGF ouverte en loi de finances :

- un premier préciput est opéré afin de couvrir le coût des rectifications intervenues au titre du dernier exercice (*cf.* « *préciput pour déficit n-1* »);
- un deuxième préciput permet de rembourser aux collectivités locales et à leurs établissements publics les charges salariales qu'ils supportent au titre des agents mis à la disposition d'une organisation syndicale ;
- un troisième préciput permet enfin de couvrir les frais de fonctionnement du comité des finances locales.

### **a) Préciput pour rectifications**

Le comité avait fixé en 2009 à 10,65 M€ le montant du prélèvement sur la DGF permettant de combler le déficit de gestion de l'année précédente, issu des rectifications intervenues en cours d'année 2008 (en particulier en outre-mer) et des écarts de masse entre les provisions initiales et le résultat de la répartition 2009.

Après un exercice 2008 marqué par une augmentation des rectifications, 2009 a vu le montant des rectifications revenir près du niveau atteint en 2007. On note toutefois une vague de rectifications de dotation forfaitaire des communes, liées à la publication tardive par l'INSEE au printemps 2009, de chiffres de population modifiés par rapport à la population authentifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2009, comme cela avait été signalé lors du bilan de la répartition 2009 présenté au Comité en juillet dernier.

En outre, il convient de tenir compte des écarts entre les provisions initiales et le résultat de la répartition. S'agissant de la dotation de compensation des EPCI, le montant provisionné lors du CFL du 3 février 2009 avait été établi selon les périmètres des EPCI au 31 décembre 2007 et ne tenait donc pas compte de l'intégralité des passages à TPU au cours de l'année 2008. Or les communes intégrant un EPCI à TPU ou étant membres d'un EPCI faisant le choix du passage à la TPU lui cèdent les montants correspondant à leur part « salaires » ; ces montants viennent alors majorer la dotation de compensation de l'EPCI. Au final, la dotation de compensation des EPCI s'est élevée en 2009 à 4 218,554 M€ et non à 4 141,194 M€ comme initialement provisionné. A l'inverse, la dotation forfaitaire des communes effectivement versée s'est inscrite en baisse de plus de 77,36 M€ par rapport au montant initialement provisionné.

Au total, compte tenu du solde de gestion pour 2008 qui atteint -10 632 202€, de la provision de 10 650 000€ effectuée en février 2009 et du solde des versements/reversements effectués en 2009 qui s'élève à -2 219 701€, la gestion 2009 présente un solde négatif de 2 201 903 €.

Au total, il est dans ces conditions proposé au comité de prélever un montant de 2,22 M€ sur la masse à répartir en 2010 (contre 10,65 M€ en 2009) afin de rééquilibrer le solde de gestion 2009.

b) Budget du CFL

Il est proposé au comité de fixer à **624 122 €** le montant du prélèvement à opérer sur la DGF pour financer son budget au titre de 2010. Le détail des dotations composant ce montant est fourni dans le rapport annexé relatif au projet de budget du CFL.

c) Montant de la dotation permanents syndicaux

Il est proposé au comité de fixer à **4,2 M€** le montant du prélèvement à opérer sur la DGF au titre du remboursement aux collectivités locales des frais occasionnés par la mise à disposition de permanents syndicaux auprès d'organisations syndicales. Le détail est fourni dans le rapport spécifique joint au présent dossier.

### **I.3. Masses de la DGF de chaque niveau de collectivités territoriales**

La DGF de chaque niveau de collectivités territoriales est indexée sur le taux de progression de la DGF mise en répartition (après prélèvement des trois préciputs mentionnés précédemment). La DGF des communes et groupements, la DGF des départements et la DGF des régions progressent par conséquent au même rythme à périmètre constant, soit de + 0,6 % en 2010 (compte tenu de la baisse des préciputs, notamment de celui pour déficit N-1, entre 2009 et 2010, qui permettent de soutenir la progression de la DGF répartie).

**La DGF des communes et groupements**, qui est constituée de la dotation forfaitaire, de la DGF des EPCI et des dotations de péréquation communales (dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, dotation de solidarité rurale et dotation nationale de péréquation), s'élève à **23,58 milliards d'euros**, après prise en compte de l'abondement de 131,2 M€ financé par redéploiement au sein de l'enveloppe des concours financiers.

**La DGF des départements**, qui est constituée d'une dotation de compensation, d'une dotation forfaitaire, de la dotation de péréquation urbaine (DPU) et de la dotation de fonctionnement minimale (DFM) s'élève quant à elle à **12,188 milliards** d'euros, avant prise en compte du débasage de 0,66 M€ opéré sur la dotation de compensation du département de la Manche qui a renoncé à exercer certaines de ses compétences sanitaires. Le montant à répartir en 2010 au titre de la DGF des départements s'établit ainsi à **12,187 milliards** d'euros. Il convient cependant de noter qu'en vertu du II de l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 2008 le montant de la garantie de la dotation forfaitaire à verser en 2010 à la collectivité de Saint-Martin sera diminué de 2 092 042 €, en raison du trop-versé en 2008 au titre de la dotation globale de compensation. Ce moindre versement n'affecte cependant pas le montant de DGF « en base » dû à la collectivité en 2010 ; il n'apparaît donc pas dans les tableaux des masses joints.

Enfin, **la DGF des régions**, qui comporte une dotation forfaitaire et une dotation de péréquation, s'élève en 2010 à **5,448 milliards d'euros**.

## **II. DGF DES COMMUNES ET GROUPEMENTS EN 2010**

La DGF des communes comprend depuis 1994 deux composantes essentielles : une dotation forfaitaire et une dotation d'aménagement.

La loi de finances pour 2005 a modifié l'architecture interne de la dotation forfaitaire. Celle-ci comprend quatre composantes : une dotation de base, une dotation de superficie, un

complément de garantie, une part « compensations ». En application de la loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, une cinquième part a été ajoutée au sein de la dotation forfaitaire ; elle est versée aux communes dont le territoire est compris dans le cœur d'un parc national.

Depuis 2004, la dotation d'aménagement regroupe :

- la dotation des EPCI, composée d'une dotation de compensation et d'une dotation d'intercommunalité,
- et, pour son solde, les trois dotations de péréquation communales : la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP).

**Le CFL dispose en la matière d'importantes marges de choix pour répartir les crédits entre les différentes composantes de la DGF. En 2010, ses choix porteront :**

**En premier lieu, sur les différentes composantes de la dotation forfaitaire** (dotation de base, dotation de superficie et part « compensations »), pour lesquelles les marges de manœuvre du Comité sont les suivantes :

Choix d'indexation par rapport au taux d'évolution de la DGF	fourchette au choix du CFL	
	mini	maxi
<b>dotation forfaitaire des communes :</b>		
<i>Parts base et superficie</i>	0%	75%
<i>Part parcs naturels</i>	Même indexation que les parts base et superficie	
<i>Part « compensations »</i>	0%	50%

En raison des contraintes de financement qui pèsent en 2010 sur la répartition de la DGF des communes et des EPCI (notamment du fait de la prise en compte du recensement), l'article 126 de la loi de finances pour 2010 déroge aux règles habituelles d'indexation du complément de garantie. Ainsi, il prévoit que le complément de garantie dû à chaque commune corresponde en 2010 à son montant de 2009, diminué de 2%. Cette mesure permet de dégager un solde disponible de près de 105 M€.

La part de l'augmentation de la DGF des communes et EPCI qui reste disponible pour majorer la dotation d'aménagement (dotation d'intercommunalité et dotations de péréquation communales) résulte pour le reste directement des choix du Comité sur les composantes de la dotation forfaitaire.

**En second lieu, le CFL dispose de marges de choix importantes sur la fixation des dotations par habitant pour chaque catégorie d'EPCI. Ces marges de choix ont été élargies en 2009. Il en déduit ainsi le montant total de la dotation d'intercommunalité.**

De ce choix découle alors le montant du solde de la dotation d'aménagement disponible pour les dotations de péréquation communale.

L'article 127 de la loi de finances pour 2010 fixe en outre à 70 M€ au minimum l'accroissement de DGF réservé à la DSU en 2010, comme en 2009. La DSU devrait dès lors s'établir au moins à 1 233,738 M€, soit +6,02% par rapport à 2009.

**A ce stade, le CFL est toutefois libre de consacrer la progression au niveau qui lui semble opportun à chaque composante de la péréquation communale (DSU, DSR, DNP), ainsi qu'à leurs composantes respectives (DSR-« bourgs-centres » et DSR-« péréquation », DNP-« part principale » et DNP-« part majoration »).** Il pourra notamment décider de consacrer une augmentation supérieure à 70 M€ à la DSU.

## **II.1. La dotation forfaitaire des communes**

Première composante de la DGF, la dotation forfaitaire est issue de la réforme de la DGF de 1993 : elle repose sur la consolidation en son sein de diverses composantes de la DGF (dotation de base, concours particuliers touristiques ou « villes-centres », dotations de péréquation, dotation de compensation). Dans la même logique de globalisation, la loi de finances pour 2004 a élargi le périmètre de la dotation forfaitaire à l'ancienne compensation de la suppression de la « part salaires » de la taxe professionnelle (CPS), le cas échéant à la compensation des baisses de DCTP, ainsi qu'aux éventuels prélèvements sur la fiscalité subis par les communes à la suite de la suppression des contingents communaux d'aide sociale et de la banalisation de l'imposition des établissements de France Télécom.

Par ailleurs, l'article L. 2334-7 du CGCT prévoit que, en cas de passage à la taxe professionnelle unique (TPU), la part de la dotation forfaitaire correspondant à l'ancienne compensation « part salaires » est versée à l'EPCI en lieu et place des communes membres.

A la suite de cette globalisation de dotations, la loi de finances pour 2005 a procédé à une réforme en profondeur des modalités de répartition de la dotation forfaitaire. Dans sa configuration antérieure, elle posait plusieurs problèmes, qui se résument au constat suivant : la dotation forfaitaire de chaque commune était déconnectée du niveau de ses charges. En effet, le taux d'évolution fixé par le CFL (entre 45% et 55% du taux de croissance de la DGF) s'appliquait uniformément à la dotation forfaitaire de toutes les communes. Ainsi, la logique de fossilisation qui était celle de la dotation forfaitaire ne permettait pas de tenir compte de l'évolution de la situation des communes depuis 1993, d'autant que les accroissements de population constatés à l'occasion des recensements n'étaient pris en compte qu'à hauteur de 50 %. Dès lors, plus la population d'une commune augmentait, plus sa dotation forfaitaire par habitant diminuait.

Conformément au souhait du CFL, la réforme de la dotation forfaitaire prévue par la LFI 2005 s'est organisée autour des principes de lisibilité, d'équité, et de stabilité.

La dotation forfaitaire est désormais répartie selon une logique fondée principalement sur l'importance de la population et la superficie.

- a) La dotation de base, qui variait en 2009 de 64,17 euros par habitant à 128,35 euros par habitant, dépend de la taille des communes<sup>1</sup>.

**La progression de la dotation de base peut aller jusqu'à 75% du taux de croissance de la DGF, soit +0,45% en 2010 (hors prise en compte des effets du recensement et de l'actualisation du nombre de résidences secondaires).** Dans cette hypothèse, la dotation de base par habitant pourrait s'échelonner ainsi au mieux au sein d'une fourchette comprise en 2010 entre **64,45 euros par habitant et 128,92 euros par habitant**. Chaque commune bénéficiera en tout état de cause de la revalorisation actée par le CFL et profitera, le cas échéant, de l'ajustement de sa population<sup>2</sup>. C'est pourquoi **la dotation de base varie en masse, au minimum, dans les hypothèses présentées, de 0,92% et jusqu'à 1,07%** (et non de 0,6%).

L'exercice 2010 constitue la seconde année de prise d'effet de la procédure de recensement renouvelée, prévue par la loi du 27 février 2002 de démocratie de proximité. La population INSEE prise en compte pour la répartition des dotations de l'Etat s'établit ainsi à 65,84 millions d'habitants en 2010, ce qui représente plus de 410 000 habitants par rapport à la

---

<sup>1</sup> Le coefficient logarithmique permettant de déterminer le montant par habitant au sein de la fourchette a été défini par le décret en conseil d'Etat du 31 mars 2005 relatif aux dotations de l'Etat aux communes et aux départements.

<sup>2</sup> Dotation de base 2010 = population DGF 2010 x [64,17 euros x coefficient logarithmique x taux fixé par le CFL]

répartition de la DGF pour 2009, soit un surcoût au titre de la dotation de base de 34,77 M€ (en valeur 2009). Ce surcoût comprend également les effets de l'actualisation du nombre de résidences secondaires sur la population « DGF » et partant, sur la dotation de base.

A cela, il convient également d'ajouter les mesures d'accompagnement mises en œuvre dans le cadre du débat parlementaire 2009 au profit des communes les plus vulnérables aux effets du recensement. Deux des trois dispositifs d'accompagnement mis en place par l'article 167 de la loi de finances pour 2009 voient ainsi leurs effets se poursuivre en 2010 :

- un mécanisme de lissage sur cinq ans des pertes de population résultant pour les communes membres de syndicat d'agglomération de la disparition de leur mode de recensement spécifique (qui prévoyait notamment l'attribution pour chaque logement en construction d'une population fictive de six habitants, sans qu'aucun recensement de confirmation ne valide cependant ces données - ces recensements complémentaires étaient effectués chaque année), pour un total de 1,73 M€ (en valeur 2009) ;
- la prise en compte différée à 2011 des effets du recensement rénové pour les communes réunissant les caractéristiques suivantes : communes ayant procédé à un recensement complémentaire initial ou de confirmation en 2006 ou à un recensement complémentaire de confirmation en 2007, communes de plus de 10 000 habitants (en population DGF) en 2008, communes éligibles en 2008 à la DSU, communes dont le potentiel financier par habitant en 2008 était inférieur de 25% au potentiel financier moyen par habitant des communes de plus de 10 000 habitants de leur région. Cette mesure induit un surcoût de 3,24 M€ (en valeur 2009).

Enfin, la répartition de la dotation de base pour 2010 tient également compte du recensement général de population effectué en 2009 en Nouvelle-Calédonie.

Au total, les effets du recensement représentent un coût net supplémentaire de **39,759 M€** (en cas de gel de la dotation de base en valeur 2009), soit en toutes hypothèses de 0,62 point du taux de variation de la dotation de base pour 2010.

En 2009, le CFL avait retenu une indexation de 65% du taux DGF, soit +1,3 % hors impact des recensements complémentaires. Après prise en compte des augmentations de population, la progression de cette part a représenté +3,97%.

#### b) La dotation proportionnelle à la superficie

En 2009, la dotation de superficie s'est élevée à 3,21 € par hectare, à l'exception de deux catégories de communes :

- les communes de montagne, dont le montant par hectare est majoré (5,35 euros par hectare) ;
- les communes de Guyane, dont la dotation est plafonnée au triple du montant de leur dotation de base.

Cette part superficière évolue dans chaque commune selon **un taux identique à celui fixé par le CFL pour la progression de la dotation de base par habitant** (au plus 75% du taux de croissance de la DGF, soit **+0,45% en 2010**). La dotation superficière pourrait, dans cette hypothèse, s'élever à **3,22 € par hectare** (5,37 € par hectare en montagne).

Comme en 2009, la progression démographique sensible des communes de Guyane conduit en outre à relever le niveau de plafond correspondant au triple de leur dotation de base ; les effets induits du recensement sur la dotation superficière s'établissent ainsi à 0,47 M€ (en valeur 2009).

En 2009, le CFL avait retenu le taux de 65% du taux DGF, soit +1,3% (hors effets de périmètre).

c) Le complément de garantie

Cette dotation a été calculée en 2005 de manière à garantir à chaque commune un montant de dotation forfaitaire au moins équivalent cette année-là à celui de 2004, augmenté de +1%. En 2006, le CFL était privé de marge de manœuvre sur l'évolution de la garantie : la progression était en effet fixée par la loi à 25% du taux d'évolution de la DGF, soit +0,68%.

Depuis 2007, le complément de garantie évolue selon un taux fixé par le CFL, égal au plus à 25% du taux de croissance de la DGF.

La loi de finances pour 2010 déroge toutefois à cette règle ; elle prévoit ainsi qu'en 2010, (comme cela avait déjà été le cas en 2009), le complément de garantie dû à chaque commune sera **diminué de 2% par rapport à 2009**.

d) La dotation pour les communes situées dans un cœur de parc national

Le montant de cette part a été fixé à 3 M€ en 2007. Depuis 2008, il évolue automatiquement selon le taux fixé par le CFL pour la dotation de base et la dotation de superficie, **soit de +0,45% au maximum en 2010**.

Cette dotation est répartie en fonction de la part de la superficie de la commune comprise dans le cœur de parc, cette part étant doublée pour le calcul de la dotation lorsque cette superficie dépasse 5 000 kilomètres carrés. 180 communes bénéficieront de cette dotation en 2010, soit trois communes de plus qu'en 2009. En effet, l'article 131 de la loi de finances pour 2010 ouvre le bénéfice de cette dotation aux communes insulaires situées dans les surfaces maritimes classées en parc naturel marin : les communes de Sein, Molène et Ouessant sont ainsi concernées en 2010.

e) Les montants correspondant à la compensation de la suppression des bases salaires de taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP.

Le CFL peut fixer le taux d'évolution de cette part selon un taux égal au maximum à **50% du taux de croissance de la DGF**, soit + **0,3%** en 2010. On relèvera que le taux retenu s'applique aussi à la dotation de compensation des EPCI<sup>3</sup>.

En 2009, le CFL avait retenu le taux de 40%, la progression de cette part atteignant alors +0,8 % (hors mouvements de périmètre liés à l'adhésion de certaines communes à des EPCI à taxe professionnelle unique).

Enfin, le taux de croissance de la dotation forfaitaire des communes sert de référence pour l'indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines ou pour certaines garanties des EPCI. En application de l'article L.2334-7 du code général des collectivités territoriales, le taux de croissance de la dotation forfaitaire à retenir est calculé par rapport aux quatre premières composantes (base, superficie, garantie et parcs naturels), sans la part « compensations ». En 2010, dans toutes les hypothèses d'évolution des parts « base » / « superficie » et « compensations », ce taux est légèrement négatif.

---

<sup>3</sup> En cas de passage à TPU en 2009, les montants correspondant à la « part salaires » seront en effet perçus en 2010 par l'EPCI en lieu et place des communes, à l'instar de la taxe professionnelle.

Les taux fixés pour chacune des parts impactent les marges de manœuvre pour le financement de la DGF des EPCI et des dotations de péréquation réparties chaque année en fonction de l'évolution de la situation réelle des communes (DSU, DSR et DNP).

L'annexe 1 du dossier DGF des communes et des EPCI présente différentes simulations d'évolution de la dotation forfaitaire en distinguant trois scénarii principaux pour l'indexation de la dotation de base par habitant et celle de la dotation de superficie (H1, H2 et H3) :

- **Hypothèse H1** : ces dotations progressent de 75% du taux de croissance de la DGF, soit de +0,45% en 2010 ;
- **Hypothèse H2** : elles progressent de 65% du taux de croissance de la DGF, soit + 0,39% ;
- **Hypothèse H3** : elles progressent de 50% du taux de croissance de la DGF, soit + 0,30%.

On rappellera au passage que les effets du recensement conduisent à une augmentation réelle de la dotation de base représentant environ 0,62 points de croissance supplémentaire.

Au total, l'évolution de la dotation forfaitaire des communes, hors part « compensations » (à savoir dotation de base + dotation de superficie + complément de garantie + dotation « cœur de parcs naturels »), devrait s'établir entre **-0,27% (hypothèse H1) et -0,36% (H3)**<sup>4</sup>.

Ces trois scénarii sont ensuite chacun déclinés selon 2 hypothèses d'indexation de la part « compensations ». Ces variantes correspondent à une augmentation égale à :

- 50% du taux d'évolution de la DGF (le maximum possible), soit +0,3% (A1) ;
- 40% de la progression de la DGF, soit +0,24% (A2) ;
- et 25% du taux de croissance de la DGF, soit +0,15% (A3).

La dotation forfaitaire totale, tenant compte de la part « compensations » et de la dotation versée aux groupements touristiques, devrait ainsi évoluer selon un taux compris entre -0,19% et -0,29%.

**Toutefois, chaque commune prise individuellement, ne bénéficiera pas nécessairement de ce taux de croissance. L'évolution de sa dotation forfaitaire dépendra en effet du poids dans sa dotation des différentes composantes, qui ont des règles d'évolution spécifiques, et de son évolution démographique.** Il n'y a plus un taux unique d'indexation de la dotation forfaitaire, mais des taux applicables à chacune des parts de cette dotation, les modalités d'indexation les plus favorables étant prévues pour les parts réparties en fonction de critères adaptés à la logique qui est celle de la dotation forfaitaire.

NB : Les montants prévisionnels pour 2010 indiqués dans le tableau des masses de la dotation forfaitaire des communes tiennent compte des rectifications opérées en 2009 (à la suite du bilan de répartition).

---

<sup>4</sup> Ce taux d'indexation est également celui qui sert depuis 2009 de limite à l'indexation de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines et des syndicats d'agglomération nouvelle ; en 2010, ce taux constitue donc une limite basse.

## **II.2. La dotation d'aménagement**

### a) La garantie de progression de la DGF des communes d'outre-mer

L'article L.2334-13 du code général des collectivités territoriales prévoit que les communes d'outre-mer bénéficient d'une quote-part de la dotation d'aménagement. Cette quote-part est calculée de telle manière que le total des attributions revenant aux communes d'outre-mer progresse au moins comme l'ensemble des ressources affectées à la DGF, soit + 0,6% en 2010. Si la progression spontanée de la DGF de ces communes n'est pas suffisante, cette garantie est prélevée sur le montant des crédits revenant aux dotations de péréquation communale. Comme en 2009, l'article 126 de la loi de finances pour 2010 prévoit, par souci d'équité entre communes de métropole et d'outre-mer, de calculer cette garantie en 2010, indépendamment de l'évolution du complément de garantie des communes.

Il n'y a pas lieu d'appliquer en 2010 cette garantie de progression minimale de la DGF des communes d'outre-mer. En effet, l'augmentation de la quote-part de la dotation d'aménagement bénéficiant à ces collectivités (qui devrait s'établir à +3,55% au minimum en 2010) leur permettra de bénéficier d'une hausse de DGF totale supérieure à +0,6%.

### b) La dotation de compensation des EPCI

La dotation de compensation des EPCI correspond à l'ancienne compensation « part salaires » et à la compensation que percevaient certains EPCI au titre des baisses de DCTP subies entre 1998 et 2001. Cette dotation représente plus de 4,2 milliards d'euros et **évolue comme la part « compensations » de la dotation forfaitaire des communes**, soit au plus 50% du taux de croissance de la DGF (donc au plus de +0,3 % cette année).

En 2009, cette évolution avait été fixée par le CFL à 40% du taux d'évolution de la DGF, soit +0,8%. En réalité, la dotation de compensation des EPCI avait connu une augmentation de +2,68 %, en raison du passage à TPU d'un certain nombre d'EPCI.

Pour 2010, parallèlement à l'évolution de la part « compensations » de la dotation forfaitaire des communes, 3 scénarios d'indexation ont été simulés pour la dotation de compensation des EPCI :

- le **scénario A1** correspond à une progression à l'indexation maximale de 50% du taux d'évolution de la DGF, soit + 0,3% ;
- le **scénario A2** correspond à une progression de 40% de la progression de la DGF, soit +0,24% ;
- le **scénario A3** correspond une progression de 25% de la progression de la DGF, soit +0,15%.

### c) La dotation d'intercommunalité en 2010

#### ➤ *Evolution de l'intercommunalité en 2009*

L'année 2009 marque la poursuite du mouvement de rationalisation de l'intercommunalité à fiscalité propre. Le nombre d'EPCI à fiscalité propre est ainsi passé de 2 601 au 1<sup>er</sup> janvier 2009 à 2 611 au 1<sup>er</sup> janvier 2010. Parallèlement, le nombre de communes regroupées au sein d'une intercommunalité à fiscalité propre a continué sa progression en 2009 ; il atteint désormais 34 772, soit 606 communes de plus qu'au 31/12/2008. La population

regroupée augmente quant à elle de 1,7 millions d'habitants en population « DGF »<sup>5</sup>, ce qui porte la population regroupée à 60,66 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Plus de 94,8 % des communes et plus de 88,95% de la population sont ainsi désormais regroupées au sein d'une intercommunalité à fiscalité propre.

Ce mouvement d'extension de la couverture du territoire s'est également accompagné de la poursuite de la rationalisation de leur périmètre : la taille moyenne des groupements augmente pour dépasser nettement les 13 communes.

Au titre des mouvements de périmètres, on recense les mouvements suivants :

- 5 nouvelles communautés d'agglomération issues de transformation ont vu le jour en 2009 tandis que 5 autres disparaissaient par fusion avec un autre EPCI ; parallèlement, 7 communautés d'agglomération ont été créées en 2009, dont trois suite à une fusion. On compte donc désormais 181 communautés d'agglomération (contre 174 au 31/12/2008), regroupant 23,06 millions d'habitants (au sens DGF) soit 33,8 % du total de la population nationale ;
- enfin, par rapport à 2009, le paysage intercommunal compte 28 communautés de communes à fiscalité additionnelle de moins mais 31 communautés de communes à TPU de plus, du fait du nombre important de créations (41), combinées avec la poursuite du mouvement de fusions de communautés de communes (10 groupements issus de fusion d'EPCI impliquant 22 communautés de communes).

Le point d'inflexion constaté depuis 2003 dans la progression de l'intercommunalité à fiscalité propre se poursuit donc. La très forte progression enregistrée entre 1999 et 2002 (passage de la population et des communes regroupées d'environ 55 % du total à environ 75 %) a ainsi cédé la place à une phase de rationalisation des périmètres. L'extension de l'intercommunalité aux quelques zones du territoire qui restaient jusqu'à présent à l'écart du mouvement intercommunal continue d'assurer une progression sensible au niveau national, mais qui n'est pas comparable aux rythmes de progression qui étaient enregistrés sur la période 2000-2002.

Cette inflexion se traduit par une relative stabilisation du taux de croissance de la dotation d'intercommunalité, dans la fourchette atteinte en 2008/2009, voire légèrement au-delà suivant les hypothèses envisagées . En 2009, la dotation d'intercommunalité avait progressé de +4,26% contre + 3,56% en 2008, +4,9% en 2007, + 4,8 % en 2006, + 5,3 % en 2005, + 6,3 % en 2004 et +10,5 % en 2003, et des rythmes supérieurs à +20 % les années précédentes (+ 22 % en 2002, + 28 % en 2001, + 25 % en 2000).

**En 2010, la dotation d'intercommunalité devrait connaître une progression comprise entre + 3,39 % (+ 82,26 M€) et + 4,65 % (+ 112,848 M€), selon les choix du CFL.**

#### ➤ *Détermination de la masse des crédits à répartir*

- Règles de fixation des dotations moyennes par habitant

En application de l'article L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), il revient au comité des finances locales de fixer chaque année le montant total des sommes affectées à la dotation d'intercommunalité des différentes catégories d'établissements publics de coopération intercommunale, à savoir :

---

<sup>5</sup> C'est-à-dire en tenant compte d'un habitant supplémentaire par résidence secondaire et de la population correspondant aux emplacements sur les aires de gens du voyage.

- des communautés urbaines ;
- des communautés de communes à taxe professionnelle unique ;
- des communautés de communes à fiscalité additionnelle ;
- des communautés d'agglomération ;
- des syndicats ou communautés d'agglomérations nouvelles.

Depuis 2003, les communautés urbaines ne constituent plus qu'une seule catégorie, contrairement aux années 2000 à 2002 où le code distinguait les communautés urbaines à fiscalité additionnelle et celles à taxe professionnelle unique.

Entre 2003 et 2008, la dotation d'intercommunalité de chaque communauté urbaine était calculée par simple indexation, d'une année sur l'autre, sur le taux de progression de la dotation forfaitaire des communes (hors part « compensations »).

L'article 167 de la loi de finances pour 2009 a introduit **un nouveau mode de calcul de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines**. En effet, il prévoit qu'à compter de 2009, les communautés urbaines bénéficient d'une dotation de base de 60 € par habitant, majorée pour les communautés urbaines créées avant 2008 d'un dispositif de garantie calibré de manière à leur assurer le maintien en 2009 de leur montant de dotation d'intercommunalité pour 2008, indexé au plus sur le taux d'évolution de la dotation forfaitaire des communes pour 2009. A compter de 2010, le comité des finances locales décide, chaque année, de l'évolution de la dotation d'intercommunalité par habitant des communautés urbaines, dans la limite du taux d'évolution de la dotation forfaitaire des communes.

La masse de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines dépend donc cette année de la population de la catégorie et de l'indexation que retiendra le comité des finances locales pour la dotation d'intercommunalité due aux communautés urbaines créées avant 2008 - celle-ci pouvant aller du gel jusqu'à -0,36 % en 2010. Cette masse s'échelonne donc entre 621,2 M€ (à -0,36%) et 623,45 M€ (en cas de gel de la dotation par habitant au niveau atteint en 2009), contre 620,67 M€ en 2009. Dans toutes les hypothèses, la masse croît donc mécaniquement sous l'effet de la hausse de la population entre 2009 et 2010.

Pour chacune des autres catégories d'EPCI, le Comité des finances locales doit exercer un certain nombre de choix, au sein des fourchettes prévues à l'article L.5211-29 du CGCT.

La loi de finances pour 2009 a tout d'abord revu la fourchette d'indexation des communautés d'agglomération. Alors que l'inflation prévisionnelle faisait jusqu'ici office de plancher pour leur indexation, il s'agit désormais du plafond que le comité des finances locales ne peut dépasser. **La dotation moyenne par habitant des communautés d'agglomération (CA) sera donc indexée au maximum sur l'inflation prévisionnelle**, soit + 1,2% en 2010. Elle s'établira ainsi entre 44,86 € (en cas de gel au niveau 2009) et 45,40 € en 2010.

S'agissant des **communautés de communes (CC) à fiscalité additionnelle**, aucun changement n'est à signaler. Le Comité détermine leur dotation moyenne par habitant au sein d'une fourchette comprise **entre 130% et 160% de la dotation par habitant des communautés d'agglomération**. Concrètement, si le CFL retient le taux de +1,2 % pour les CA, le taux de croissance de la dotation par habitant de communautés de communes s'échelonne en 2010 entre +1,56 % ( $1,2 \% \times 1,3$ ) et +1,92 % ( $1,2 \% \times 1,6$ ). Ce taux s'applique également à la majoration dont bénéficient les CC de deux ans et plus.

Concernant les **communautés de communes à taxe professionnelle unique (TPU)**, le CFL détermine leur dotation par habitant au sein d'une fourchette comprise **entre 130 % et 160 % du taux d'évolution de la dotation par habitant des CA**. Le taux retenu pour les CC à TPU peut être différent de celui fixé pour les CC à fiscalité additionnelle. Néanmoins, la fixation

de taux différenciés ne peut conduire à un niveau de dotation par habitant des CC à TPU inférieur à celui des CC à fiscalité additionnelle.

L'article L.5211-29 du CGCT accorde une bonification à la dotation d'intercommunalité des communautés de communes à TPU répondant à certaines conditions démographiques et de compétences. Cette majoration par habitant progresse, en vertu de l'article 167 de la loi de finances pour 2009, comme le taux retenu pour la catégorie des CC à TPU.

Enfin, le même article de la loi de finances pour 2009 a modifié les règles d'indexation accordées aux syndicats d'agglomération nouvelle (art. L.5211-33). Alors que l'attribution globale de chacun était jusqu'ici indexée sur le taux d'évolution de la dotation forfaitaire des communes (hors part « compensations »), elle évoluera désormais selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux d'évolution de la dotation forfaitaire des communes.

Choix d'indexation par rapport au taux d'évolution de la DGF	fourchette au choix du CFL	
	mini	maxi
<b>dotation d'intercommunalité des EPCI :</b>		
<i>Dotation d'intercommunalité par habitant des communautés d'agglomération (CA)</i>	0%	inflation prévisionnelle associée au PLF
<i>Dotation d'intercommunalité par habitant des communautés de communes à fiscalité additionnelle</i>	130% du taux des CA	160% du taux des CA
<i>Dotation d'intercommunalité par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique (hors bonification)</i>	130% du taux des CA	160% du taux des CA
<i>Dotation d'intercommunalité par habitant des communautés de communes à taxe professionnelle unique (bonification)</i>	Même indexation que la dotation d'intercommunalité des CC à TPU (hors bonification)	
<i>Dotation d'intercommunalité par habitant des communautés urbaines créées avant 2008</i>	Dotation forfaitaire des communes, hors part « compensations » <sup>6</sup>	0%
<i>Dotation d'intercommunalité des syndicats d'agglomération nouvelle (montant global)</i>	Dotation forfaitaire des communes, hors part « compensations » <sup>7</sup>	0%

▪ Propositions de répartition de la dotation d'intercommunalité

Le cadre législatif décrit précédemment laisse une grande marge de choix au comité en matière de fixation des dotations par habitant des différentes catégories d'EPCI.

**Il est proposé au comité 6 hypothèses (en fonction du taux retenu pour les CA), comprenant chacune 3 variantes (en fonction du taux retenu pour les CC), détaillées dans l'annexe 2.**

A titre liminaire, les scénarii proposés au Comité distinguent, dans chacune des hypothèses, le taux de progression de la catégorie des communautés d'agglomération et des communautés de communes, de celui des communautés urbaines (CU) et des syndicats d'agglomération nouvelle (SAN).

- **Dans une hypothèse 1**, la dotation par habitant des communautés d'agglomération, des communautés de communes ainsi que celle des communautés urbaines créées en

<sup>6</sup> Ce taux négatif en 2010, il constitue donc la limite basse de l'indexation.

<sup>7</sup> *Idem supra.*

2008 et des syndicats d'agglomération nouvelle seraient **gelées à leur niveau de 2009** ;

- **Dans une hypothèse A**, la dotation par habitant des communautés d'agglomération et celle des communautés de communes seraient gelées à leur niveau 2009, tandis que celle des communautés urbaines créées en 2008 ainsi que la dotation globale des syndicats d'agglomération nouvelle seraient indexées sur la dotation forfaitaire des communes ;
- **Dans une hypothèse B**, la dotation par habitant des communautés d'agglomération progresserait de +0,2% tandis que celles des communautés urbaines créées en 2008 et la dotation globale des syndicats d'agglomération nouvelle seraient gelées à leur niveau 2009 ;
- **Dans une hypothèse C**, la dotation par habitant des communautés d'agglomération progresserait de +0,6% (soit la moitié de l'inflation prévisionnelle) tandis que celles des communautés urbaines créées en 2008 ainsi que la dotation globale des syndicats d'agglomération nouvelle seraient gelées à leur niveau 2009 ;
- **Dans une hypothèse D**, la dotation par habitant des communautés d'agglomération progresserait de +1,2% (soit l'inflation prévisionnelle) tandis que celle des communautés urbaines créées en 2008 ainsi que la dotation globale des syndicats d'agglomération nouvelle seraient indexées sur la dotation forfaitaire des communes ;
- **Enfin, dans une hypothèse E, celle de la croissance maximale de la dotation d'intercommunalité**, la dotation par habitant des communautés d'agglomération progresserait de +1,2%, celle des communautés de communes serait indexée à 160% des CA tandis que la dotation des communautés urbaines créées en 2008 ainsi que la dotation globale des syndicats d'agglomération nouvelle seraient gelées à leur niveau 2009.

Pour chacune de ces hypothèses, des variantes 1, 2 et 3 ont été simulées correspondant respectivement à **une indexation de la dotation par habitant des CC égale à 130 %, 145 % et 160 %** du taux retenu pour les CA. Lorsque une indexation sur la dotation forfaitaire des communes (hors part « compensations ») est envisagée (H1, H2 ou H3 suivant le cas), chaque variante CC a été couplée à une indexation : à 130% correspond le taux maximal de la forfaitaire (H1 soit -0,27%), à 145%, le taux H2 (-0,31%) et à 160% le taux H3 (-0,36%).

En 2010, l'impact de ces différentes hypothèses sur la dotation par habitant de chaque catégorie d'EPCI serait le suivant :

	Hypothèse 1	Hypothèse A			Hypothèse B		
	Gel total	Gel CA CC- CU et SAN indexés DF			CA +0,2 - Gel CU et SAN		
	V1 à V3	V1 (H1)	V2 (H2)	V3 (H3)	V1	V2	V3
CA	44,86	44,86	44,86	44,86	44,95	44,95	44,95
SAN	48,42	48,29	48,27	48,25	48,42	48,42	48,42
CC 4T	19,67	19,67	19,67	19,67	19,72	19,73	19,73
CC TPU simple	24,02	24,02	24,02	24,02	24,08	24,09	24,1
CC TPU bonifiée	33,42	33,42	33,42	33,42	33,51	33,52	33,53

	Hypothèse C CA +0,6 - Gel CU et SAN			Hypothèse D CA +1,2 - CU et SAN indexés DF			Hypothèse E CA +1,2 Gel CU et SAN
	V1	V2	V3	V1 (H1)	V2 (H2)	V3 (H3)	V3
CA	45,13	45,13	45,13	45,40	45,40	45,40	45,40
SAN	48,42	48,42	48,42	48,29	48,27	48,25	48,42
CC 4T	19,82	19,84	19,86	19,98	20,01	20,05	20,05
CC TPU simple	24,21	24,23	24,25	24,39	24,44	24,48	24,48
CC TPU bonifiée	33,68	33,71	33,74	33,94	34,00	34,06	34,06

Les tableaux annexés présentent le détail des hypothèses 1, A, B, C, D et E (annexe 2 du dossier DGF des communes et EPCI). Le coût de l'augmentation de la dotation d'intercommunalité devrait dès lors s'échelonner **entre les deux extrêmes, de + 84,65 M€** (hypothèse 1 – gel des dotations par habitant des CA, des CC et des CU et gel de la dotation totale des SAN) **à + 112,84 M€** (hypothèse E), dans l'hypothèse d'une indexation maximale de chaque catégorie d'EPCI (incluant un gel au niveau atteint en 2009 pour les CU et les SAN).

d) Répartition de la variation du solde de la dotation d'aménagement entre la DSU, la DSR et la DNP et entre les parts et fractions de ces dotations

En application de l'article L. 2334-13 du CGCT, la variation annuelle du solde de la dotation d'aménagement, après imputation de la dotation d'intercommunalité et de la dotation de compensation des EPCI, est répartie par le Comité entre la DSU, la DSR et la DNP, ainsi qu'entre les différentes parts et fractions de ces dotations.

L'article 127 de la loi de finances pour 2010 fixe à **70 M€ la progression minimale de la DSU en 2010, ce qui porte son montant total à près de 1 233,73 M€ (+6,02%)**. Il faut préciser qu'il s'agit là d'un minimum, rien n'interdisant au Comité d'aller au-delà s'il le souhaite.

Après prélèvement des 70 M€ affectés obligatoirement à la DSU, le Comité peut ensuite affecter librement l'augmentation du solde disponible. **Ce solde varie considérablement selon les choix effectués en matière d'indexation de la dotation forfaitaire et des dotations des EPCI.**

Si l'on s'en tient aux simulations faites pour ces dotations (6 pour la dotation forfaitaire et 14 pour les EPCI), cela autorise 84 hypothèses d'augmentation du solde.

**Le Comité est également invité à considérer certaines règles de répartition des dotations de péréquation, qui contraignent également ses marges de décision.**

A titre d'illustration, le dernier alinéa du IV de l'article L.2334-14-1 prévoit que « le montant total des attributions revenant en métropole aux communes éligibles comptant 200 000 habitants et plus est égal au produit de leur population par le montant moyen de l'attribution par habitant perçue l'année précédente par ces communes », au titre de la part principale de la DNP. Cette année, les effets du recensement sur cette strate démographique seront plus limités qu'en 2009 (+0,59% contre +5,72% en 2009), ce qui limite également fortement, à 0,24 M€ (contre 2,2M€ en 2009) le poids de l'enveloppe à prélever sur la progression de la part principale de la DNP au titre de 2010.

Afin de faciliter les choix du Comité, les simulations présentées en annexe 3 retiennent 6 scénarii de variation de la dotation forfaitaire. Ils sont classés du moins péréquateur au plus péréquateur.

- **Scénario 1** : croissance des dotations de base et de superficie au taux maximal de 75% du taux de croissance de la DGF, et hypothèse maximale également pour la part « compensations » (50% du taux DGF). Ce scénario correspond à l'hypothèse **H1 A1** de l'annexe 1.
- **Scénario 2** : croissance des dotations de base et de superficie au taux maximal 75% du taux de croissance de la DGF, et hypothèse intermédiaire de croissance de la part « compensations » (40% du taux DGF). Ce scénario correspond à l'hypothèse **H1 A2**.
- **Scénario 3** : croissance des dotations de base et de superficie égale à un taux de 65% du taux de croissance de la DGF, et hypothèse maximale de croissance de la part « compensations » égale à 50% du taux DGF. Ce scénario correspond à l'hypothèse **H2 A1**.
- **Scénario 4** : croissance des dotations de base et de superficie égale à un taux de 65% du taux de croissance de la DGF, et croissance intermédiaire de la part « compensations » égale à 40% du taux DGF. Ce scénario correspond à l'hypothèse **H2 A2**.
- **Scénario 5** : croissance des dotations de base et de superficie égale à un taux de 50% du taux de croissance de la DGF, et croissance intermédiaire de la part « compensations » égale à 40% du taux DGF. Ce scénario correspond à l'hypothèse **H3 A2**.
- **Scénario 6** : croissance des dotations de base et de superficie égale à un taux de 50% du taux de croissance de la DGF, et croissance de la part « compensations » égale à 25% du taux DGF. Ce scénario correspond à l'hypothèse **H3 A3**.

Pour chacun de ces scénarios, 6 hypothèses de coût de la dotation d'intercommunalité sont présentées, correspondant aux 6 simulations de taux d'indexation différenciée des CA, des CU et des SAN (gel de la dotation d'intercommunalité en valeur 2009, +0,20%, +0,6% ou indexation maximale des CA et parallèlement, gel des CU et des SAN ou indexation sur la dotation forfaitaire), conjuguées avec les hypothèses pour les CC (130%, 145% et 160% suivant les cas : 130% pour un taux de forfaitaire issu de l'indexation H1, 145% pour H2 et 160% pour H3). Ainsi, pour le scénario 1, les variantes intercommunales B1 et C1 correspondent par exemple respectivement à une indexation des CA à +0,2% et +0,6% ; dans ces deux cas, l'indexation des CC est fixée à 130% des CA et les dotations sont gelées à leur niveau 2009 pour les CU et les SAN.

Dans toutes les hypothèses présentées, la DSR croît à parité avec la DSU, conformément aux choix constants effectués par le comité ces dernières années. Au sein de la DSR, le CFL peut moduler les taux de croissance de la fraction « péréquation » et de la fraction « bourgs-centres ». Dans les simulations présentées, l'accroissement de la dotation est ventilé à masses égales entre les deux fractions, ce qui fait évoluer respectivement la fraction bourgs-centres de +7,26% et la fraction péréquation de +5,04%, en cas de progression de la DSR de +6,02%.

De même, le CFL peut faire varier de manière différenciée la part principale et la majoration de DNP. Dans les hypothèses simulées, l'évolution de la DNP varie entre 12,88 M€ soit +1,84% dans le cas le plus favorable à la dotation forfaitaire des communes et à l'intercommunalité (scénario 1, variante intercommunale E) et 63,11 M€ soit 9,02% dans le cas

d'une progression minimale de la dotation forfaitaire des communes et des dotations intercommunales (scénario 6, variante intercommunale A3(H3) comprenant un gel pour les CA et les CC et une baisse pour les dotations aux CU et aux SAN indexées sur la dotation forfaitaire des communes H3, hypothèse la moins favorable).

### **III - LA DGF DES DEPARTEMENTS en 2010**

La DGF des départements bénéficie aux départements métropolitains et d'outre-mer, ainsi qu'aux collectivités de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle bénéficie également depuis 2008 à la collectivité de Saint-Martin, en vertu de l'article 104 de la loi de finances rectificative pour 2007.

La DGF des départements comprend quatre composantes :

- la dotation de compensation ;
- la dotation forfaitaire ;
- la dotation de fonctionnement minimale ;
- la dotation de péréquation urbaine.

Le CFL dispose là aussi de marges de choix pour répartir les crédits entre les différentes composantes de la DGF, puisqu'il fixe le taux d'évolution de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation, d'une part, et répartit, d'autre part, l'augmentation du solde disponible pour la péréquation, qui résulte de ce premier choix, entre la DFM et la DPU.

#### **III.1. La dotation de compensation**

La dotation de compensation retrace les crédits correspondant aux anciens contingents communaux d'aide sociale et à 95 % de la part de la DGD qui ne correspondait pas à une compensation fiscale. Cette dotation de compensation représentait 2 829,266 M€ en 2009.

Depuis 2009, la dotation de compensation des départements évolue selon un taux fixé par le Comité **au plus égal au taux d'évolution de la DGF mise en répartition**, soit +0,6% pour 2009.

Par ailleurs, une mesure de périmètre emporte des conséquences sur cette dotation en 2010 ; un débasage de 666 253 € sera en effet opéré sur la dotation de compensation du département de la Manche, en raison de la recentralisation de certaines de ses compétences sanitaires.

Le montant de la dotation de compensation s'établira ainsi entre 2, 836 Mds€ et 2,840 Mds€ dans les hypothèses présentées, avec un maximum de 2,845 Mds€ si l'indexation la plus forte, à 100% du taux DGF devait finalement être retenue.

#### **III.2. La dotation forfaitaire**

La dotation forfaitaire englobe depuis la réforme de la loi de finances pour 2004 les montants précédemment versés au titre de l'ancienne dotation forfaitaire des départements, de l'ancienne part impôts ménages, de la garantie de progression minimale, ainsi qu'au titre de la compensation « part salaires » et de 95 % de la part de la DGD qui correspondait à des compensations fiscales. Pour les départements qui contribuaient en 2003 au mécanisme de solidarité financière entre les départements, la dotation forfaitaire a été définitivement minorée du montant du prélèvement opéré en 2003 au titre de ce mécanisme.

La dotation forfaitaire de chaque département comprend depuis 2005 une dotation de base égale en 2005 à 70 euros par habitant (73,80 € en 2009). En 2007 et en 2008, la dotation de

base par habitant était indexée par le CFL selon un taux compris entre 35% et 70% du taux de croissance de la DGF. Depuis 2009, **elle est désormais indexée entre 0% et 70 % du taux DGF, soit + 0,42% en 2010.** En 2009, le CFL avait retenu le taux de 50%, soit +1%.

Il faut rappeler que la procédure de recensement rénové s'applique également aux départements, puisque la dotation de base est calculée en fonction de la population. En 2010, la prise en compte des nouveaux chiffres des résidences secondaires ainsi que l'accroissement mécanique de la population, due à l'actualisation désormais annuelle des chiffres de population, induit un coût net supplémentaire (en valeur 2009) de **29,8 M€** sur la dotation de base.

Un complément de garantie a également été mis en place par la LFI 2005, de façon à assurer à chaque département en 2005 une progression de sa dotation forfaitaire globale (dotation de base + complément de garantie) égale à 60% du taux de croissance de la DGF, soit +1,97%. Il a évolué en 2006 selon le même taux que celui fixé par le CFL pour la dotation de base par habitant.

La loi de finances pour 2007 a modifié la fourchette d'indexation du complément de garantie ; le CFL fixe désormais l'évolution du complément de garantie, selon un taux allant jusqu'à 50% du taux de croissance de la DGF, soit **au maximum +0,3% en 2010.**

S'agissant de la dotation forfaitaire du département de Paris, la loi de finances pour 2005 n'a pas distingué de dotation de base et de complément de garantie. En application de l'article 125 de la loi de finances pour 2007, la dotation forfaitaire de Paris évolue donc selon le taux moyen de la dotation forfaitaire des départements, à savoir la moyenne des taux d'évolution fixés par le comité des finances locales, pondérée par le poids respectif de la dotation de base et du complément de garantie dans la dotation forfaitaire totale. La progression de la dotation forfaitaire de Paris ne tient ainsi pas compte de la progression de la dotation de base liée aux effets du recensement.

La fixation du taux de croissance de la dotation de compensation, ainsi que de la dotation de base et du complément de garantie de la dotation forfaitaire détermine directement le solde disponible pour la péréquation départementale, c'est-à-dire la dotation de fonctionnement minimale (DFM) et la dotation de péréquation urbaine (DPU).

Le tableau suivant présente les hypothèses de taux d'évolution de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation, utilisées dans les simulations jointes au présent dossier.

	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>DOTATION DE BASE (H)</b>	<b>70 %</b>	<b>50 %</b>
<i>Var. 2009/2010</i>	<i>+0,42%</i>	<i>+0,30%</i>
<b>COMPLEMENT DE GARANTIE (A)</b>	<b>50%</b>	<b>30%</b>
<i>Var. 2009/2010</i>	<i>+0,30%</i>	<i>0,18%</i>
<b>DOTATION DE COMPENSATION (B)</b>	<b>75%</b>	<b>50%</b>
<i>Var. 2009/2010</i>	<i>0,45%</i>	<i>0,30%</i>

Quatre hypothèses d'évolution de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation ont été retenues comme base de départ.

Le tableau suivant récapitule les options retenues et, pour chaque hypothèse, les marges supplémentaires consacrées à la péréquation par rapport à 2009 :

	<b>Scenario 1 (H2 A2 B1)</b>	<b>Scenario 2 (H2 A2 B2)</b>	<b>Scenario 3 (H2 A1 B2)</b>	<b>Scenario 4 (H1 A2 B2)</b>
Dotation de base	50%	50%	50%	70%
Complément de garantie	30%	30%	50%	30%
Dotation de compensation	75%	50%	50%	50%
<b>Accroissement de la péréquation</b>	<b>10 370 765€</b>	<b>14 639 824 €</b>	<b>10 792 244 €</b>	<b>8 915 205 €</b>
<i>Variation 2009/2010</i>	+0,77%	+1,09%	+0,81%	+0,67%

### **III.3. Les dotations de péréquation**

Après avoir arrêté les différents taux de progression de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation, le CFL a ensuite toute liberté pour ventiler comme il le souhaite le solde disponible pour la péréquation entre la dotation de péréquation urbaine (DPU) et la DFM. Ce solde devrait varier en 2010 de + 8,9 M€ à + 14,6 M€ selon les hypothèses de dotation forfaitaire et de dotation de compensation retenues.

Les tableaux annexés (en annexe 3) montrent l'impact de différents choix possibles pour le Comité s'agissant de la répartition de l'augmentation du solde disponible pour la péréquation.

Pour chacune de ces hypothèses, 2 variantes ont été simulées, consistant à répartir l'accroissement du solde disponible pour la péréquation entre la DPU et la DFM selon deux clés de répartition :

- la première consacre 35% de la masse disponible à la DPU et 65% à la DFM. Il s'agit de la **variante V1** ;
- la deuxième permet d'assurer une croissance identique aux deux dotations de péréquation. Il s'agit de la **variante V2**.

Par ailleurs, l'article 113 de loi de finances pour 2008 a introduit un dispositif d'accompagnement des changements de catégories (*i.e.* des passages éventuels de certains départements de la catégorie des départements ruraux à celles des départements urbains ou inversement). Ainsi, lorsqu'un département entre désormais dans la catégorie des départements urbains en année n (alors qu'il appartenait jusque là à celle des départements ruraux), le montant total de la DPU est majoré du montant perçu par ce département au titre de la DFM au titre de l'année précédente. Parallèlement, le montant de la DFM de l'exercice n est minoré à due concurrence. La réciproque est également applicable. Pour 2010, aucun changement de catégorie n'est à signaler à ce titre.

L'article 175 de la loi de finances pour 2009 a introduit en outre un dispositif de garantie de non-baisse individuelle pour chaque département ou collectivité d'outre-mer au titre de la DPU et de la DFM. Pour 2010, ce dispositif de garantie joue dans les scénarii proposés au Comité.

Enfin, l'article 167 de la loi de finances pour 2009 est venu modifier les règles d'éligibilité à la DPU ; sont désormais éligibles à cette dotation les départements urbains dont le potentiel financier habitant ne dépasse pas 1,5 fois le potentiel financier moyen par habitant des départements urbains. Les départements de Paris et des Hauts-de-Seine ont perdu à ce titre en 2009 leur éligibilité à la DPU ; ils bénéficient donc des règles de sortie de droit commun, à savoir l'attribution en 2010 d'un tiers de leur attribution 2008.

#### **IV- LA DGF DES REGIONS**

La DGF des régions est l'une des principales innovations de la loi de finances pour 2004. Constituée pour l'essentiel à partir de la DGD et de compensations fiscales, elle est composée d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation.

**La loi de finances pour 2007 a modifié la fourchette d'indexation de la dotation forfaitaire, afin de permettre au CFL d'assurer une progression plus soutenue de la dotation de péréquation.** Le taux de croissance de la dotation forfaitaire est désormais fixé par le CFL au sein d'une fourchette comprise **entre 60 % et 90 % du taux d'évolution de la DGF** (contre 75% à 95% auparavant).

Ce taux d'indexation détermine directement le solde disponible pour la dotation de péréquation, qui correspond à la reprise de l'ancien fonds de correction des déséquilibres régionaux (FCDR).

L'article 75 de la loi de finances rectificative pour 2009 prévoit qu'en 2010, le CFL puisse prélever par priorité, sur la croissance de la dotation de péréquation, une quote-part égale à la différence entre le montant réparti en 2009 et celui résultant pour 2010 de l'indexation de la dotation forfaitaire. Cette quote-part est versée en 2010 aux régions ayant cessé de remplir en 2008 les conditions pour bénéficier de la dotation de péréquation et n'ayant pas retrouvé cette éligibilité au titre de l'année 2009.

Le tableau annexé (en annexe 3) montre l'impact des différents choix possibles en termes de taux d'évolution respectifs de la dotation forfaitaire (qui pourrait évoluer entre **+0,36 % et + 0,54 %**) et de la dotation de péréquation (qui évoluera quant à elle entre **+ 2,56 % et + 8,09 %**). La quote-part que le CFL pourrait choisir de prélever par priorité varie par conséquent entre **4,3 M€ et 13,8 M€**.

## RAPPEL DES REGLES D'INDEXATION DES DIFFERENTES COMPOSANTES DE LA DGF ET DES HYPOTHESES SOUMISES AU CFL

### COMMUNES

	1	2	3
<b>Dotation de base (H)</b> (0% à 75% du taux DGF)	75%	65%	50%
<b>Part "compensations" (A)</b> (0% à 50 % du taux DGF)	50%	40%	25%

### ECPI

	Variantes CC		
CA = évolution comprise entre 0% et l'inflation (=1,2% en 2010) CU et SAN = évolution comprise entre 0% et le taux d'évolution de la dotation forfaitaire des communes, hors CPS (H1=-0,27%, H2=-0,31%, H3=-0,36%)	(130% des CA)	(145% des CA)	(160% des CA)
<b>Gel intégral des dotations d'intercommunalité</b>	1		
<b>Gel CA CC - CU SAN indexés sur DF hors CPS</b>	A1 (H1)	A2 (H2)	A3 (H3)
<b>0,20% de progression pour CA - Gel CU et SAN (B)</b>	B1	B2	B3
<b>0,6% de progression pour CA = 50% du taux d'inflation 2010 - Gel CU et SAN (C)</b>	C1	C2	C3
<b>CA indexées sur l'inflation 2010 (=1,2%), CU et SAN indexés sur DF hors CPS (D)</b>	D1 (H1)	D2 (H2)	D3 (H3)
<b>1,2% de progression pour CA CC à 160% CU et SAN gelés</b>	E		

### DEPARTEMENTS

	1	2
<b>Dotation de base (H)</b> (0% à 70 % du taux DGF)	70%	50%
<b>Complément de garantie (A)</b> (0% à 50% du taux DGF)	50%	30%
<b>Dotation de compensations (B)</b> (0% à 100% du taux DGF mise en répartition)	75%	50%

### REGIONS

<b>Dotation forfaitaire</b> (60% à 90 % du taux DGF)
---

## SIMULATIONS D'EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2010

Hypothèse H1 : indexation des dotations de base et de superficie à 75 % du taux DGF

	<b>2009 (Taux DGF=2%)</b>		<b>2010 (taux DGF = 0,6%)</b>	
<b>Part base et superficie</b>	<b>65%</b>		<b>Hypothèse H1 (75%)</b>	
<b>Part garantie (1)</b>	<b>-2%</b>		<b>-2%</b>	
Var dotation de base (2)	3,97%	6 601 472 606	1,07%	
Var dotation superficie	1,98%	163 136 253	0,66%	
Var complément de garantie	-2,00%	5 227 561 278	-2,00%	
Dotation parcs naturels	1,30%	3 086 478	0,45%	
<b>Var totale hors part "compensations"</b>	<b>1,26%</b>	<b>12 054 419 107</b>	<b>-0,27%</b>	
<b>Part compensations</b>	<b>40%</b>		<b>A1 (50%)</b>	<b>A2 (40 %)</b>
Var part "Compensations"	-2,94%	<b>2 008 521 052</b>	0,30%	0,24%
<b>Var totale DF avec part comp. (3)</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 084 213 046</b>	<b>-0,19%</b>	<b>-0,20%</b>
Var absolue DF totale avec part compensations (3)			-26 952 143	-28 157 036
Reste à répartir pour interco/DSU/DSR/DNP			255 577 702	256 782 595

Scenario 1

Scenario 2

(1) Ecrêtement fixé par l'article 126 de la LFI 2010

(2) Y compris recensement et garanties mises en place par l'article 167 de la LFI 2009

(3) Y compris la dotation des groupements touristiques (soit 21,3 M€ en 2010)

## SIMULATIONS D'EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2010

Hypothèse H2 : indexation des dotations de base et de superficie à 65 % du taux DGF

	<b>2009 (Taux DGF=2%)</b>		<b>2010 (taux DGF = 0,6%)</b>	
<b>Part base et superficie</b>	<b>65%</b>		<b>Hypothèse H2 (65%)</b>	
<b>Part garantie (1)</b>	<b>-2%</b>		<b>-2%</b>	
Var dotation de base (2)	3,97%	6 601 472 606	1,01%	
Var dotation superficie	1,98%	163 136 253	0,60%	
Var complément de garantie	-2,00%	5 227 561 278	-2,00%	
Dotation parcs naturels	1,30%	3 086 478	0,39%	
<b>Var totale hors part "compensations"</b>	<b>1,26%</b>	<b>12 054 419 107</b>	<b>-0,31%</b>	
<b>Part compensations</b>	<b>40%</b>		<b>A1 (50%)</b>	<b>A2 (40 %)</b>
Var part "Compensations"	-2,94%	<b>2 008 521 052</b>	0,30%	0,24%
<b>Var totale DF avec part comp. (3)</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 084 213 046</b>	<b>-0,22%</b>	<b>-0,23%</b>
Var absolue DF totale avec part compensations (3)			-31 072 841	-32 277 734
Reste à répartir pour interco/DSU/DSR/DNP			259 698 400	260 903 293
			<i>Scenario 3</i>	<i>Scenario 4</i>

(1) Ecrêtement fixé par l'article 126 de la LFI 2010

(2) Y compris recensement et garanties mises en place par l'article 167 de la LFI 2009

(3) Y compris la dotation des groupements touristiques (soit 21,3 M€ en 2010)

## SIMULATIONS D'EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES 2010

Hypothèse H3 : indexation des dotations de base et de superficie à 50 % du taux DGF

	<b>2009 (Taux DGF=2%)</b>		<b>2010 (taux DGF = 0,6%)</b>	
<b>Part base et superficie</b>	<b>65%</b>		<b>Hypothèse H3 (50%)</b>	
<b>Part garantie (1)</b>	<b>-2%</b>		<b>-2%</b>	
Var dotation de base (2)	3,97%	6 601 472 606	0,92%	
Var dotation superficie	1,98%	163 136 253	0,51%	
Var complément de garantie	-2,00%	5 227 561 278	-2,00%	
Dotation parcs naturels	1,30%	3 086 478	0,30%	
<b>Var totale hors part "compensations"</b>	<b>1,26%</b>	<b>12 054 419 107</b>	<b>-0,36%</b>	
<b>Part compensations</b>	<b>40%</b>		<b>A2 (40%)</b>	<b>A3 (25%)</b>
Var part "Compensations"	-2,94%	<b>2 008 521 052</b>	0,24%	0,15%
<b>Var totale DF avec part comp. (3)</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 084 213 046</b>	<b>-0,27%</b>	<b>-0,29%</b>
Var absolue DF totale avec part compensations (3)			-38 458 781	-40 266 120
Reste à répartir pour interco/DSU/DSR/DNP			267 084 340	268 891 679

Scenario 5

Scenario 6

(1) Ecrêtement fixé par l'article 126 de la LFI 2010

(2) Y compris recensement et garanties mises en place par l'article 167 de la LFI 2009

(3) Y compris la dotation des groupements touristiques (soit 21,3 M€ en 2010)

Simulations de répartition de la DGF des communes et des EPCI

Scénario 1 : dotation de base à 75% du taux DGF et part "compensations" à 50% du taux DGF

Evolution DGF 2009 - 2010  
Quote part DOM TOM

2,00%  
0,0517719017467814

2,00%  
0,0517719017467814

0,60%  
0,0523740515683282

Annexe 3

DGF 2009	variation 08/09	DGF 2010	variation 09/10
----------	-----------------	----------	-----------------

DGF issue de l'indexation en LFI, avant abondements ponctuels	40 854 841 000	2,00%	41 093 253 201	0,6%
Permanents syndicaux	4 000 000	-4,76%	4 200 000	5,00%
Budget du CFL	590 361	2,09%	624 122	5,72%
Préciput pour déficit année N-1	10 650 000	261,02%	2 220 000	-79,15%
<b>Masse à répartir</b>	<b>40 839 600 639</b>	<b>1,98%</b>	<b>41 086 209 079</b>	<b>0,60%</b>

Pour mémoire : DGF totale ouverte en LFI 2007

REGIONS	5 416 020 968	1,98%	5 448 725 413	0,60%
---------	---------------	-------	---------------	-------

DEPARTEMENTS	12 121 757 861	1,98%	12 188 237 553	0,55%
dont débasage lié à la recentralisation sanitaire 2009	-6 676 784			
hors débasage lié à la recentralisation sanitaire 2010			-666 253	

COMMUNES ET GROUPEMENTS	23 351 821 810	1,86%	23 580 447 369	0,98%
dont DGF (dont mouvements pérennes et hors abondements ponctuels)	23 301 821 810	1,98%	23 449 246 113	0,63%
dont consolidation pérenne de la contribution RIF à la péréquation communale				
dont débasage pérenne correspondant à la DGF de St Martin et St Barthélémy en 2007				
dont majoration pérenne au titre de la dotation "parcs naturels"				
dont reliquats DSI				
dont prélèvement sur la masse DSI 2006				
Abondements ponctuels	50 000 000		131 201 256	

Taux d'évolution part base et superficie	65%	75%	H1
Taux d'évolution garantie	-	-	
Taux d'évolution part "compensations"	40%	50%	A1

DOTATION FORFAITAIRE totale	14 084 213 046	0,64%	14 057 260 903	-0,19%
DOTATION FORFAITAIRE hors dotation de compensation	12 054 419 107	1,26%	12 021 745 534	-0,27%
<b>DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES</b>	<b>14 062 940 158</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 035 924 196</b>	<b>-0,19%</b>
Dotation de base	6 601 472 606	3,97%	6 671 860 538	1,07%
dont rectifications 2009	4 551 055		739 572	
dont recensements et mécanismes de garantie (hors indexation)	163 136 253		39 759 487	
Dotation superficie	222 298 744	1,98%	223 774 577	0,66%
Dotation parcs nationaux et marins	3 086 478	1,30%	3 100 367	0,45%
Complément de garantie	5 227 561 278	-2,00%	5 123 010 052	-2,00%
Dotation de compensations (comp. "part salaires" et "baisses de DCTP")	2 008 521 052	-2,94%	2 014 178 662	0,28%
dont rectifications 2009	-381 818		-366 852	
dont débasage pérenne de la dotation de comp. de St Martin et St Barthélémy				
<b>DOTATION FORFAITAIRE GROUPEMENTS TOURISTIQUES</b>	<b>21 272 888</b>	<b>0,29%</b>	<b>21 336 707</b>	<b>0,30%</b>
dont rectifications 2009	-136 815		0	

Scénario	1
<b>Hypothèse intercommunalité</b>	<b>Gel intégral (CA=CU=SAN=CC=0%)</b>

DOTATION D'AMENAGEMENT	9 267 608 764	3,78%	9 523 186 466	2,76%
DGF DES EPCI	6 647 241 145	3,25%	6 746 238 509	1,49%
Dotation d'intercommunalité	2 428 686 881	4,26%	2 511 346 150	3,49%
dont coût de l'intercommunalité	99 170 807		84 659 269	
Dotation de compensation des EPCI	4 218 554 264	2,68%	4 232 882 359	0,34%
dont rectifications 2009	381 818		1 667 430	
Garantie outre-mer				
Prélèvement DSU	-70 000 000		-70 000 000	
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR avant prélèvement DSU</b>	<b>2 620 367 619</b>	<b>5,14%</b>	<b>2 776 957 958</b>	<b>5,98%</b>
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR après prélèvement DSU</b>	<b>2 550 367 619</b>	<b>6,35%</b>	<b>2 706 957 958</b>	<b>6,14%</b>

PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSU	35,51%	15,98%
PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSR	50,00%	50,00%
dont part affectée à la fraction "bourgs-centres"	50,00%	50,00%
dont part affectée à la fraction "péréquation"		
PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DNP	9,88%	14,42%
dont part affectée à la part principale	78%	78%
dont part affectée à la part majoration	22%	22%

DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 163 738 650	6,40%	1 233 738 650	6,02%
DSU avant contributions	1 093 738 650		1 163 738 650	
consolidation contribution RIF LFI 2008				
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSU	70 000 000		70 000 000	
répartition de la DSU				
quote part outre-mer	60 248 974		64 615 892	
métropole	1 103 489 676		1 169 122 758	
<b>DOTATION DE SOLIDARITE RURALE</b>	<b>756 771 571</b>	<b>6,40%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
DSR avant contributions	711 251 033		756 771 571	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSR	45 520 538		45 520 538	
répartition de la DSR				
quote part outre-mer	39 179 503		42 019 288	
métropole	717 592 068		760 272 821	
part de l'augmentation affectée à la fraction "bourgs-centres"	20 941 176		21 340 377	
part de l'augmentation affectée à la fraction "péréquation"	20 941 176		21 340 377	
bourgs-centres métropole	294 015 226	7,67%	315 355 603	7,26%
péréquation métropole	423 576 842	5,20%	444 917 219	5,04%
<b>DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION</b>	<b>699 857 398</b>	<b>1,84%</b>	<b>740 927 198</b>	<b>5,87%</b>
DNP avant contributions	687 192 381		699 857 398	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DNP	12 665 017		41 069 800	
répartition de la DNP				
quote part outre-mer	36 232 950		38 805 359	
métropole	663 624 448		702 121 839	
part de l'augmentation affectée à la part principale	8 371 353		29 920 172	
part de l'augmentation affectée à la part majoration	2 399 817		8 577 219	
part principale métropole	515 761 175	1,65%	545 681 347	5,80%
part majoration métropole	147 863 273	1,65%	156 440 492	5,80%
<b>Total dotation d'aménagement outre-mer</b>	<b>135 661 428</b>	<b>7,05%</b>	<b>145 440 539</b>	<b>7,21%</b>

A1 (H1)	B1	C1	D1 (H1)	E
Gel CA CC - CU SAN index DF H1	CA +0,2 CC 130%CA Gel CU SAN	CA +0,6 CC 130%CA Gel CU SAN	CA +1,2 CC 130%CA CU SAN index H1	CA +1,2 CC 160%CA Gel CU SAN
9 523 186 466 2,76%	9 523 186 466 2,76%	9 523 186 466 2,76%	9 523 186 466 2,76%	9 523 186 466 2,76%
6 744 428 306 1,46%	6 750 478 892 1,55%	6 758 822 333 1,68%	6 769 609 086 1,84%	6 774 418 052 1,91%
2 511 545 947 3,41%	2 517 596 533 3,66%	2 525 939 974 4,00%	2 536 726 727 4,45%	2 541 535 693 4,65%
82 859 066	88 909 652	97 253 093	108 039 846	112 848 812
4 232 882 359 0,34%	4 232 882 359 0,34%	4 232 882 359 0,34%	4 232 882 359 0,34%	4 232 882 359 0,34%
1 667 430	1 667 430	1 667 430	1 667 430	1 667 430
-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000
2 778 758 161 6,04%	2 772 707 575 5,81%	2 764 364 134 5,50%	2 753 577 381 5,08%	2 748 768 415 4,90%
2 708 758 161 6,21%	2 702 707 575 5,97%	2 694 364 134 5,65%	2 683 577 381 5,22%	2 678 768 415 5,03%

15,88%	16,23%	16,72%	17,41%	17,74%
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
14,96%	13,13%	10,46%	6,77%	5,02%
78%	78%	78%	78%	78%
22%	22%	22%	22%	22%

1 233 738 650 6,02%	1 233 738 650 6,02%	1 233 738 650 6,02%	1 233 738 650 6,02%	1 233 738 650 6,02%
1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650
70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000
64 615 892	64 615 892	64 615 892	64 615 892	64 615 892
1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758
<b>802 292 109 6,02%</b>				
756 771 571	756 771 571	756 771 571	756 771 571	756 771 571
45 520 538	45 520 538	45 520 538	45 520 538	45 520 538
42 019 288	42 019 288	42 019 288	42 019 288	42 019 288
760 272 821	760 272 821	760 272 821	760 272 821	760 272 821
21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377
21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377
315 355 603 7,26%	315 355 603 7,26%	315 355 603 7,26%	315 355 603 7,26%	315 355 603 7,26%
444 917 219 5,04%	444 917 219 5,04%	444 917 219 5,04%	444 917 219 5,04%	444 917 219 5,04%
<b>742 727 401 6,13%</b>	<b>736 676 815 5,26%</b>	<b>728 333 374 4,07%</b>	<b>717 546 621 2,53%</b>	<b>712 737 655 1,84%</b>
699 857 398	699 857 398	699 857 398	699 857 398	699 857 398
42 870 003	36 819 417	28 475 976	17 689 223	12 880 257
38 899 643	38 582 750	38 145 770	37 580 824	37 328 959
703 827 758	698 094 066	690 187 605	679 965 798	675 408 697
31 246 013	26 789 787	20 644 885	12 700 497	9 158 718
8 957 298	7 679 831	5 918 271	3 640 853	2 625 531
<b>547 007 188 6,06%</b>	<b>542 550 962 5,19%</b>	<b>536 406 060 4,00%</b>	<b>528 461 672 2,46%</b>	<b>524 919 893 1,78%</b>
<b>156 820 571 6,06%</b>	<b>155 543 104 5,19%</b>	<b>153 781 544 4,00%</b>	<b>151 504 126 2,46%</b>	<b>150 488 804 1,78%</b>
<b>145 534 823 7,28%</b>	<b>145 217 929 7,04%</b>	<b>144 780 950 6,72%</b>	<b>144 216 004 6,31%</b>	<b>143 964 139 6,12%</b>

Simulations de répartition de la DGF des communes et des EPCI

Scénario 2 : dotation de base à 75% du taux DGF et part "compensations" à 40% du taux DGF

Evolution DGF 2009 - 2010  
Quote part DOM TOM

2,00%  
0,0517719017467814

2,00%  
0,0517719017467814

0,60%  
0,0523740515683282

Annexe 3

DGF 2009	variation 08/09	DGF 2010	variation 09/10
----------	-----------------	----------	-----------------

DGF issue de l'indexation en LFI, avant abondements ponctuels	40 854 841 000	2,00%	41 093 253 201	0,6%
Permanents syndicaux	4 000 000	-4,76%	4 200 000	5,00%
Budget du CFL	590 361	2,09%	624 122	5,72%
Préciput pour déficit année N-1	10 650 000	261,02%	2 220 000	-79,15%
<b>Masse à répartir</b>	<b>40 839 600 639</b>	<b>1,98%</b>	<b>41 086 209 079</b>	<b>0,60%</b>

Pour mémoire : DGF totale ouverte en LFI 2007

REGIONS	5 416 020 968	1,98%	5 448 725 413	0,60%
---------	---------------	-------	---------------	-------

DEPARTEMENTS	12 121 757 861	1,98%	12 188 237 553	0,55%
dont débasage lié à la recentralisation sanitaire 2009	-6 676 784			
hors débasage lié à la recentralisation sanitaire 2010			-666 253	

COMMUNES ET GROUPEMENTS	23 351 821 810	1,86%	23 580 447 369	0,98%
dont DGF (dont mouvements pérennes et hors abondements ponctuels)	23 301 821 810	1,98%	23 449 246 113	0,63%
dont consolidation pérenne de la contribution RIF à la péréquation communal				
dont débasage pérenne correspondant à la DGF de St Martin et St Barthélémy en 2007				
dont majoration pérenne au titre de la dotation "parcs naturels"				
dont reliquats DSI				
dont prélèvement sur la masse DSI 2006				
Abondements ponctuels	50 000 000		131 201 256	

Taux d'évolution part base et superficie	65%	75%	H1
Taux d'évolution garantie	-	-	
Taux d'évolution part "compensations"	40%	40%	A2

DOTATION FORFAITAIRE totale	14 084 213 046	0,64%	14 056 056 010	-0,20%
DOTATION FORFAITAIRE hors dotation de compensation	12 054 419 107	1,26%	12 021 745 534	-0,27%
<b>DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES</b>	<b>14 062 940 158</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 034 719 304</b>	<b>-0,20%</b>
Dotation de base	6 601 472 606	3,97%	6 671 860 538	1,07%
dont rectifications 2009	4 651 055		739 572	
dont recensements et mécanismes de garantie (hors indexation)	163 136 253		39 759 487	
Dotation superficie	222 298 744	1,98%	223 774 577	0,66%
Dotation parcs nationaux et marins	3 086 478	1,30%	3 100 367	0,45%
Complément de garantie	5 227 561 278	-2,00%	5 123 010 052	-2,00%
Dotation de compensations (comp. "part salaires" et "baisses de DCTP")	2 008 521 052	-2,94%	2 012 973 770	0,22%
dont rectifications 2009	-381 818		-366 852	
dont débasage pérenne de la dotation de comp. de St Martin et St Barthélémy				
<b>DOTATION FORFAITAIRE GROUPEMENTS TOURISTIQUES</b>	<b>21 272 888</b>	<b>0,29%</b>	<b>21 336 707</b>	<b>0,30%</b>
dont rectifications 2009	-136 815		0	

Scénario	1
Hypothèse intercommunalité	Gel intégral (CA=CU=SAN=CC=0 %)

DOTATION D'AMENAGEMENT	9 267 608 764	3,78%	9 524 391 359	2,77%
DGF DES EPCI	6 647 241 145	3,25%	6 743 696 376	1,45%
Dotation d'intercommunalité	2 428 686 881	4,26%	2 513 346 150	3,49%
dont coût de l'intercommunalité	99 170 807		84 659 269	
Dotation de compensation des EPCI	4 218 554 264	2,68%	4 230 350 226	0,28%
dont rectifications 2009	381 818		1 667 430	
Garantie outre-mer				
Prélèvement DSU	-70 000 000		-70 000 000	
SOLDE DSI DSR DNP A REPARTIR avant prélèvement DSU	2 620 367 619	5,14%	2 780 694 983	6,12%
SOLDE DSI DSR DNP A REPARTIR après prélèvement DSU	2 550 367 619	6,35%	2 710 694 983	6,29%

PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSU		
PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSR	35,51%	15,78%
dont part affectée à la fraction "bourgs-centres"	50,00%	50,00%
dont part affectée à la fraction "péréquation"	50,00%	50,00%
PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DNP	9,88%	15,53%
dont part affectée à la part principale	78%	78%
dont part affectée à la part majoration	22%	22%

DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 163 738 650	6,40%	1 233 738 650	6,02%
DSU avant contributions	1 093 738 650		1 163 738 650	
consolidation contribution RIF LFI 2008				
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSU	70 000 000		70 000 000	
répartition de la DSU				
quote part outre-mer	60 248 974		64 615 892	
métropole	1 103 489 676		1 169 122 758	
DOTATION DE SOLIDARITE RURALE	756 771 571	6,40%	802 292 109	6,02%
DSR avant contributions	711 251 033		756 771 571	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSR	45 520 538		45 520 538	
répartition de la DSR				
quote part outre-mer	39 179 503		42 019 288	
métropole	717 592 068		760 272 821	
part de l'augmentation affectée à la fraction "bourgs-centres"	20 941 176		21 340 377	
part de l'augmentation affectée à la fraction "péréquation"	20 941 176		21 340 377	
bourgs-centres métropole	294 015 226	7,67%	315 355 603	7,26%
péréquation métropole	423 576 842	5,20%	444 917 219	5,04%
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	699 857 398	1,84%	744 664 224	6,40%
DNP avant contributions	687 192 381		699 857 398	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DNP	12 665 017		44 806 825	
répartition de la DNP				
quote part outre-mer	36 232 950		39 095 366	
métropole	663 624 448		705 663 141	
part de l'augmentation affectée à la part principale	8 371 353		33 998 313	
part de l'augmentation affectée à la part majoration	2 399 817		9 366 221	
part principale métropole	515 761 175	1,65%	548 433 648	6,33%
part majoration métropole	147 863 273	1,65%	157 229 494	6,33%
Total dotation d'aménagement outre-mer	135 661 428	7,05%	145 636 262	7,35%

contrôle OM

A1 (H1)	B1	C1	D1 (H1)	E
Gel CA CC - CU SAN index DF H1	CA +0,2 CC 130%CA Gel CU SAN	CA +0,6 CC 130%CA Gel CU SAN	CA +1,2 CC 130%CA CU SAN index H1	CA +1,2 CC 160%CA Gel CU SAN
9 524 391 359	9 524 391 359	9 524 391 359	9 524 391 359	9 524 391 359
2,77%	2,77%	2,77%	2,77%	2,77%
6 741 896 173	6 747 946 759	6 756 290 200	6 767 076 953	6 771 885 919
1,42%	1,51%	1,64%	1,80%	1,88%
2 511 545 947	2 517 596 533	2 525 939 974	2 536 726 727	2 541 535 693
3,41%	3,66%	4,00%	4,45%	4,65%
82 859 066	88 909 652	97 253 093	108 039 846	112 848 812
0,28%	0,28%	0,28%	0,28%	0,28%
4 230 350 226	4 230 350 226	4 230 350 226	4 230 350 226	4 230 350 226
0,28%	0,28%	0,28%	0,28%	0,28%
1 667 430	1 667 430	1 667 430	1 667 430	1 667 430
-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000
2 782 495 186	2 776 444 600	2 768 101 159	2 757 314 406	2 752 505 440
6,19%	5,96%	5,64%	5,23%	5,04%
2 712 495 186	2 706 444 600	2 698 101 159	2 687 314 406	2 682 505 440
6,36%	6,12%	5,79%	5,37%	5,18%

15,68%	16,01%	16,50%	17,17%	17,49%
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
16,05%	14,27%	11,67%	8,08%	6,38%
78%	78%	78%	78%	78%
22%	22%	22%	22%	22%

1 233 738 650	1 233 738 650	1 233 738 650	1 233 738 650	1 233 738 650
6,02%	6,02%	6,02%	6,02%	6,02%
1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650
70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000
64 615 892	64 615 892	64 615 892	64 615 892	64 615 892
1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758
802 292 109	802 292 109	802 292 109	802 292 109	802 292 109
6,02%	6,02%	6,02%	6,02%	6,02%
756 771 571	756 771 571	756 771 571	756 771 571	756 771 571
45 520 538	45 520 538	45 520 538	45 520 538	45 520 538
42 019 288	42 019 288	42 019 288	42 019 288	42 019 288
760 272 821	760 272 821	760 272 821	760 272 821	760 272 821
21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377
21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377
315 355 603	315 355 603	315 355 603	315 355 603	315 355 603
7,26%	7,26%	7,26%	7,26%	7,26%
444 917 219	444 917 219	444 917 219	444 917 219	444 917 219
5,04%	5,04%	5,04%	5,04%	5,04%
746 464 427	740 413 841	732 070 400	721 283 647	716 474 681
6,66%	5,79%	4,60%	3,06%	2,37%
699 857 398	699 857 398	699 857 398	699 857 398	699 857 398
46 607 028	40 556 442	32 213 001	21 426 248	16 617 282
39 095 366	38 778 473	38 341 493	37 776 547	37 524 682
707 369 060	701 635 368	693 728 907	683 507 100	678 949 999
33 998 313	29 542 087	23 397 186	15 452 797	11 911 018
9 746 300	8 468 833	6 707 273	4 429 855	3 414 533
549 759 488	545 303 262	539 158 361	531 213 972	527 672 193
6,59%	5,73%	4,54%	3,00%	2,31%
157 609 573	156 332 106	154 570 546	152 293 128	151 277 806
6,59%	5,73%	4,54%	3,00%	2,31%
145 730 546	145 413 653	144 976 673	144 411 727	144 159 862
7,42%	7,19%	6,87%	6,45%	6,26%

Simulations de répartition de la DGF des communes et des EPCI

Scénario 3 : dotation de base à 65% du taux DGF et part "compensations" à 50% du taux DGF

Evolution DGF 2009 - 2010	2,00%	DGF 2009	2,00%	DGF 2009 DGF 2010	0,60%
Quote part DOM TOM	0,0517719017467814		0,0517719017467814		0,0523740515683282

Annexe 3

DGF 2009	variation 08/09	DGF 2010	variation 09/10
----------	-----------------	----------	-----------------

<b>DGF issue de l'indexation en LFI, avant abondements ponctuels</b>	<b>40 854 841 000</b>	<b>2,00%</b>	<b>41 093 253 201</b>	<b>0,6%</b>
Permanents syndicaux	4 000 000	-4,76%	4 200 000	5,00%
Budget du CFL	590 361	2,09%	624 122	5,72%
Préciput pour déficit année N-1	10 650 000	261,02%	2 220 000	-79,15%
<b>Masse à répartir</b>	<b>40 839 600 639</b>	<b>1,98%</b>	<b>41 086 209 079</b>	<b>0,60%</b>

Pour mémoire : DGF totale ouverte en LFI 2007

<b>REGIONS</b>	<b>5 416 020 968</b>	<b>1,98%</b>	<b>5 448 725 413</b>	<b>0,60%</b>
----------------	----------------------	--------------	----------------------	--------------

<b>DEPARTEMENTS</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 237 553</b>	<b>0,55%</b>
dont débasage lié à la recentralisation sanitaire 2009	-6 676 784			
hors débasage lié à la recentralisation sanitaire 2010			-666 253	

<b>COMMUNES ET GROUPEMENTS</b>	<b>23 351 821 810</b>	<b>1,86%</b>	<b>23 580 447 369</b>	<b>0,98%</b>
dont DGF (dont mouvements pérennes et hors abondements ponctuels)	<b>23 301 821 810</b>	<b>1,98%</b>	<b>23 449 246 113</b>	<b>0,63%</b>
dont consolidation pérenne de la contribution RIF à la péréquation communale				
dont débasage pérenne correspondant à la DGF de St Martin et St Barthélémy en 2007				
dont majoration pérenne au titre de la dotation "parcs naturels"				
dont reliquats DSI				
dont prélèvement sur la masse DSI 2006				
Abondements ponctuels	50 000 000		131 201 256	

<b>Taux d'évolution part base et superficie</b>	<b>65%</b>	<b>65%</b>	<b>H2</b>
<b>Taux d'évolution garantie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Taux d'évolution part "compensations"</b>	<b>40%</b>	<b>50%</b>	<b>A1</b>

<b>DOTATION FORFAITAIRE totale</b>	<b>14 084 213 046</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 053 140 205</b>	<b>-0,22%</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE hors dotation de compensation</b>	<b>12 054 419 107</b>	<b>1,26%</b>	<b>12 017 624 836</b>	<b>-0,31%</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES</b>	<b>14 062 940 158</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 031 803 498</b>	<b>-0,22%</b>
Dotation de base	6 601 472 606	3,97%	6 667 875 355	1,01%
dont rectifications 2009	4 551 055		739 572	
dont recensements et mécanismes de garantie (hors indexation)	163 136 253		39 759 487	
Dotation superficie	222 298 744	1,98%	223 640 913	0,60%
Dotation parcs nationaux et marins	3 086 478	1,30%	3 098 515	0,39%
Complément de garantie	5 227 561 278	-2,00%	5 123 010 052	-2,00%
Dotation de compensations (comp. "part salariales" et "baisses de DCTP")	2 008 521 052	-2,94%	2 014 178 662	0,28%
dont rectifications 2009	-381 818		-366 852	
dont débasage pérenne de la dotation de comp. de St Martin et St Barthélémy				
<b>DOTATION FORFAITAIRE GROUPEMENTS TOURISTIQUES</b>	<b>21 272 888</b>	<b>0,29%</b>	<b>21 336 707</b>	<b>0,30%</b>
dont rectifications 2009	-136 815		0	

Scénario	1
<b>Hypothèse intercommunalité</b>	<b>Gel intégral (CA=CU=SAN=CC=0 %)</b>

<b>DOTATION D'AMENAGEMENT</b>	<b>9 267 608 764</b>	<b>3,78%</b>	<b>9 527 307 164</b>	<b>2,80%</b>
<b>DGF DES EPCI</b>	<b>6 647 241 145</b>	<b>3,25%</b>	<b>6 746 228 509</b>	<b>1,49%</b>
Dotation d'intercommunalité	2 428 686 881	4,26%	2 513 346 150	3,49%
dont coût de l'intercommunalité	99 170 807		84 659 269	
Dotation de compensation des EPCI	4 218 554 264	2,68%	4 232 882 359	0,34%
dont rectifications 2009	381 818		1 667 430	
Garantie outre-mer				
Prélèvement DSU	-70 000 000		-70 000 000	
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR avant prélèvement DSU</b>	<b>2 620 367 619</b>	<b>5,14%</b>	<b>2 781 078 656</b>	<b>6,13%</b>
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR après prélèvement DSU</b>	<b>2 550 367 619</b>	<b>6,35%</b>	<b>2 711 078 656</b>	<b>6,30%</b>

<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSU</b>				
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSR</b>	<b>35,51%</b>	<b>15,76%</b>		
dont part affectée à la fraction "bourgs-centres"	50,00%	50,00%		
dont part affectée à la fraction "péréquation"	50,00%	50,00%		
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DNP</b>	<b>9,88%</b>	<b>15,64%</b>		
dont part affectée à la part principale	78%	78%		
dont part affectée à la part majoration	22%	22%		

<b>DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE</b>	<b>1 163 738 650</b>	<b>6,40%</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
DSU avant contributions	1 093 738 650		1 163 738 650	
consolidation contribution RIF LFI 2008				
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSU	70 000 000		70 000 000	
<b>répartition de la DSU</b>				
quote part outre-mer	60 248 974		64 615 892	
métropole	1 103 489 676		1 169 122 758	
<b>DOTATION DE SOLIDARITE RURALE</b>	<b>756 771 571</b>	<b>6,40%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
DSR avant contributions	711 251 033		756 771 571	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSR	45 520 538		45 520 538	
<b>répartition de la DSR</b>				
quote part outre-mer	39 179 403		42 019 288	
métropole	717 592 068		760 272 821	
part de l'augmentation affectée à la fraction "bourgs-centres"	20 941 176		21 340 377	
part de l'augmentation affectée à la fraction "péréquation"	20 941 176		21 340 377	
<b>bourgs-centres métropole</b>	<b>294 015 226</b>	<b>7,67%</b>	<b>315 355 603</b>	<b>7,26%</b>
<b>péréquation métropole</b>	<b>423 576 842</b>	<b>5,20%</b>	<b>444 917 219</b>	<b>5,04%</b>
<b>DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION</b>	<b>699 857 398</b>	<b>1,84%</b>	<b>747 115 206</b>	<b>6,75%</b>
DNP avant contributions	687 192 381		699 857 398	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DNP	12 665 017		47 257 808	
<b>répartition de la DNP</b>				
quote part outre-mer	36 232 950		39 021 177	
métropole	663 624 448		706 026 719	
part de l'augmentation affectée à la part principale	8 371 353		32 955 045	
part de l'augmentation affectée à la part majoration	2 399 817		9 447 226	
<b>part principale métropole</b>	<b>515 761 175</b>	<b>1,65%</b>	<b>548 716 220</b>	<b>6,39%</b>
<b>part majoration métropole</b>	<b>147 863 273</b>	<b>1,65%</b>	<b>157 746 972</b>	<b>6,39%</b>
<b>Total dotation d'aménagement outre-mer</b>	<b>135 661 428</b>	<b>7,05%</b>	<b>145 656 357</b>	<b>7,37%</b>

A2 (H2)	B2	C2	D2 (H2)	E
<b>Gel CA CC - CU SAN index DF H2</b>	<b>CA +0,2 CC 145% CA Gel SAN CU</b>	<b>CA +0,6 CC 145% CA Gel SAN CU</b>	<b>CA +1,2 CC 145%CA CU SAN index H2</b>	<b>CA +1,2 CC 160%CA Gel CU SAN</b>

<b>9 527 307 164</b>	<b>2,80%</b>	<b>9 527 307 164</b>	<b>2,80%</b>	<b>9 527 307 164</b>	<b>2,80%</b>
6 744 161 199	1,46%	6 750 731 996	1,56%	6 770 849 805	1,86%
2 511 278 840	3,40%	2 517 849 637	3,67%	2 537 967 446	4,04%
<b>82 591 959</b>		<b>89 162 756</b>		<b>109 280 565</b>	
4 232 882 359	0,34%	4 232 882 359	0,34%	4 232 882 359	0,34%
1 667 430		1 667 430		1 667 430	
-70 000 000		-70 000 000		-70 000 000	
<b>2 783 145 966</b>	<b>6,21%</b>	<b>2 776 575 169</b>	<b>5,96%</b>	<b>2 767 734 359</b>	<b>5,62%</b>
<b>2 713 145 966</b>	<b>6,38%</b>	<b>2 706 575 169</b>	<b>6,12%</b>	<b>2 697 734 359</b>	<b>5,78%</b>

<b>15,64%</b>	<b>16,01%</b>	<b>16,52%</b>	<b>17,22%</b>	<b>17,46%</b>
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
<b>16,24%</b>	<b>14,31%</b>	<b>11,56%</b>	<b>7,78%</b>	<b>6,52%</b>
78%	78%	78%	78%	78%
22%	22%	22%	22%	22%

<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
1 163 738 650		1 163 738 650		1 163 738 650	
70 000 000		70 000 000		70 000 000	
64 615 892		64 615 892		64 615 892	
1 169 122 758		1 169 122 758		1 169 122 758	
<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
756 771 571		756 771 571		756 771 571	
45 520 538		45 520 538		45 520 538	
42 019 288		42 019 288		42 019 288	
760 272 821		760 272 821		760 272 821	
21 340 377		21 340 377		21 340 377	
21 340 377		21 340 377		21 340 377	
315 355 603	7,26%	315 355 603	7,26%	315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%	444 917 219	5,04%	444 917 219	5,04%
<b>747 115 206</b>	<b>6,75%</b>	<b>740 544 409</b>	<b>5,81%</b>	<b>731 703 599</b>	<b>4,55%</b>
699 857 398		699 857 398		699 857 398	
47 257 808		40 687 011		31 846 201	
39 129 450		38 785 311		38 322 282	
707 985 756		701 759 098		693 381 317	
34 477 609		29 638 250		23 127 039	
9 883 699		8 496 400		6 629 831	
<b>550 238 784</b>	<b>6,68%</b>	<b>545 399 425</b>	<b>5,75%</b>	<b>538 888 214</b>	<b>4,48%</b>
<b>157 746 972</b>	<b>6,68%</b>	<b>156 359 673</b>	<b>5,75%</b>	<b>154 493 104</b>	<b>4,48%</b>
<b>145 764 630</b>	<b>7,45%</b>	<b>145 420 491</b>	<b>7,19%</b>	<b>144 957 462</b>	<b>6,85%</b>

Simulations de répartition de la DGF des communes et des EPCI

Scénario 4 : dotation de base à 65% du taux DGF et part "compensations" à 40% du taux DGF

Evolution DGF 2009 - 2010  
Quote part DOM TOM

2,00%	2,00%	0,60%
0,0517719017467814	0,0517719017467814	0,0523740515663262

Annexe 3

DGF 2009	variation 08/09	DGF 2010	variation 09/10
----------	-----------------	----------	-----------------

<b>DGF issue de l'indexation en LFI, avant abondements ponctuels</b>	<b>40 854 841 000</b>	<b>2,00%</b>	<b>41 093 253 201</b>	<b>0,6%</b>
Permanents syndicaux	4 000 000	-4,76%	4 200 000	5,00%
Budget du CFL	590 361	2,09%	624 122	5,72%
Préciput pour déficit année N-1	10 650 000	261,02%	2 220 000	-79,15%
<b>Masse à répartir</b>	<b>40 839 600 639</b>	<b>1,98%</b>	<b>41 086 209 079</b>	<b>0,60%</b>

Pour mémoire : DGF totale ouverte en LFI 2007

<b>REGIONS</b>	<b>5 416 020 968</b>	<b>1,98%</b>	<b>5 448 725 413</b>	<b>0,60%</b>
----------------	----------------------	--------------	----------------------	--------------

<b>DEPARTEMENTS</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 237 553</b>	<b>0,55%</b>
dont débasage lié à la recentralisation sanitaire 2009	-6 676 784			
hors débasage lié à la recentralisation sanitaire 2010			-666 253	

<b>COMMUNES ET GROUPEMENTS</b>	<b>23 351 821 810</b>	<b>1,86%</b>	<b>23 580 447 369</b>	<b>0,98%</b>
dont DGF (dont mouvements pérennes et hors abondements ponctuels)	<b>23 301 821 810</b>	<b>1,98%</b>	<b>23 449 246 113</b>	<b>0,63%</b>
dont consolidation pérenne de la contribution RIF à la prérogative communale				
dont débasage pérenne correspondant à la DGF de St Martin et St Barthélémy en 2007				
dont majoration pérenne au titre de la dotation "parcs naturels"				
dont reliquats DSI				
dont prélèvement sur la masse DSI 2006				
Abondements ponctuels	50 000 000		131 201 256	

<b>Taux d'évolution part base et superficie</b>	<b>65%</b>	<b>65%</b>	<b>H2</b>
<b>Taux d'évolution garantie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Taux d'évolution part "compensations"</b>	<b>40%</b>	<b>40%</b>	<b>A2</b>

<b>DOTATION FORFAITAIRE totale</b>	<b>14 084 213 046</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 051 935 312</b>	<b>-0,23%</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE hors dotation de compensation</b>	<b>12 054 419 107</b>	<b>1,26%</b>	<b>12 017 624 836</b>	<b>-0,31%</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES</b>	<b>14 062 940 158</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 030 598 606</b>	<b>-0,23%</b>
Dotation de base	6 601 472 606	3,97%	6 667 875 355	1,01%
dont rectifications 2009	4 551 055		739 572	
dont recensements et mécanismes de garantie (hors indexation)	163 136 253		39 759 487	
Dotation superficie	222 298 744	1,98%	223 640 913	0,60%
Dotation parcs nationaux et marins	3 086 478	1,30%	3 098 515	0,39%
Complément de garantie	5 227 561 278	-2,00%	5 123 010 052	-2,00%
Dotation de compensations (comp. "part salariales" et "baisses de DCTP")	2 008 521 052	-2,94%	2 012 973 770	0,22%
dont rectifications 2009	-381 818		-366 852	
dont débasage pérenne de la dotation de comp. de St Martin et St Barthélémy				
<b>DOTATION FORFAITAIRE GROUPEMENTS TOURISTIQUES</b>	<b>21 272 888</b>	<b>0,29%</b>	<b>21 336 707</b>	<b>0,30%</b>
dont rectifications 2009	-136 815		0	

Scénario	1
Hypothèse intercommunalité	Gel intégral (CA=CU=SAN=CC=0 %)

<b>DOTATION D'AMENAGEMENT</b>	<b>9 267 608 764</b>	<b>3,78%</b>	<b>9 528 512 057</b>	<b>2,82%</b>
<b>DGF DES EPCI</b>	<b>6 647 241 145</b>	<b>3,25%</b>	<b>6 743 696 376</b>	<b>1,45%</b>
Dotation d'intercommunalité	2 428 886 881	4,26%	2 513 346 150	3,49%
dont coût de l'intercommunalité	99 170 807		82 591 959	
Dotation de compensation des EPCI	4 218 554 264	2,68%	4 230 350 226	0,28%
dont rectifications 2009	381 818		1 667 430	
Garantie outre-mer				
Prélèvement DSU	-70 000 000		-70 000 000	
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR avant prélèvement DSU</b>	<b>2 620 367 619</b>	<b>5,14%</b>	<b>2 784 815 681</b>	<b>6,28%</b>
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR après prélèvement DSU</b>	<b>2 550 367 619</b>	<b>6,35%</b>	<b>2 714 815 681</b>	<b>6,45%</b>

<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSU</b>	<b>35,51%</b>	<b>15,56%</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSR</b>	<b>50,00%</b>	<b>50,00%</b>
dont part affectée à la fraction "bourgs-centres"	50,00%	50,00%
dont part affectée à la fraction "périquation"	50,00%	50,00%
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DNP</b>	<b>9,88%</b>	<b>16,72%</b>
dont part affectée à la part principale	78%	78%
dont part affectée à la part majoration	22%	22%

<b>DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE</b>	<b>1 163 738 650</b>	<b>6,40%</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
DSU avant contributions	1 093 738 650		1 163 738 650	
consolidation contribution RIF LFI 2008				
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSU	70 000 000		70 000 000	
<b>répartition de la DSU</b>				
métropole	60 248 974		64 615 892	
quote part outre-mer	1 103 489 676		1 169 122 758	
<b>DOTATION DE SOLIDARITE RURALE</b>	<b>756 771 571</b>	<b>6,40%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
DSR avant contributions	711 251 033		756 771 571	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSR	45 520 538		45 520 538	
<b>répartition de la DSR</b>				
quote part outre-mer	39 179 503		42 019 288	
métropole	717 592 068		760 272 821	
part de l'augmentation affectée à la fraction "bourgs-centres"	20 941 176		21 340 377	
part de l'augmentation affectée à la fraction "périquation"	20 941 176		21 340 377	
bourgs-centres métropole	294 015 226	7,67%	315 355 603	7,26%
périquation métropole	423 576 842	5,20%	444 917 219	5,04%
<b>DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION</b>	<b>699 857 398</b>	<b>1,84%</b>	<b>748 784 922</b>	<b>6,99%</b>
DNP avant contributions	687 192 381		699 857 398	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DNP	12 665 017		48 927 524	
<b>répartition de la DNP</b>				
quote part outre-mer	36 232 950		39 325 174	
métropole	663 624 448		711 527 058	
part de l'augmentation affectée à la part principale	8 371 353		32 390 551	
part de l'augmentation affectée à la part majoration	2 399 817		10 672 702	
part principale métropole	515 761 175	1,65%	551 468 521	6,92%
part majoration métropole	147 863 273	1,65%	158 099 501	6,92%
<b>Total dotation d'aménagement outre-mer</b>	<b>135 661 428</b>	<b>7,05%</b>	<b>145 852 080</b>	<b>7,51%</b>

A2 (H2)
Gel CA CC - CU SAN index DF H2

<b>9 528 512 057</b>	<b>2,82%</b>
6 741 629 066	1,42%
2 511 278 840	3,40%
<b>89 162 756</b>	
4 230 350 226	0,28%
1 667 430	
-70 000 000	
2 786 882 991	6,35%
2 716 882 991	6,53%

<b>15,45%</b>	<b>50,00%</b>
50,00%	50,00%
50,00%	50,00%
<b>17,30%</b>	<b>78%</b>
78%	78%
22%	22%

B2
CA +0,2 CC 145% CA Gel SAN CU

<b>9 528 512 057</b>	<b>2,82%</b>
6 748 199 863	1,52%
2 517 849 637	3,67%
<b>89 162 756</b>	
4 230 350 226	0,28%
1 667 430	
-70 000 000	
2 780 312 194	6,10%
2 710 312 194	6,27%

<b>15,80%</b>	<b>50,00%</b>
50,00%	50,00%
50,00%	50,00%
<b>15,42%</b>	<b>78%</b>
78%	78%
22%	22%

C2
CA +0,6 CC 145% CA Gel SAN CU

<b>9 528 512 057</b>	<b>2,82%</b>
6 757 040 673	1,65%
2 526 690 447	4,04%
<b>98 003 566</b>	
4 230 350 226	0,28%
1 667 430	
-70 000 000	
2 771 471 384	5,77%
2 701 471 384	5,92%

<b>16,30%</b>	<b>50,00%</b>
50,00%	50,00%
50,00%	50,00%
<b>12,74%</b>	<b>78%</b>
78%	78%
22%	22%

D2 (H2)
CA +1,2 CC 145% CA CU SAN index H2

<b>9 528 512 057</b>	<b>2,82%</b>
6 768 317 672	1,82%
2 537 967 446	4,50%
<b>109 280 565</b>	
4 230 350 226	0,28%
1 667 430	
-70 000 000	
2 760 194 385	5,34%
2 690 194 385	5,48%

<b>16,98%</b>	<b>50,00%</b>
50,00%	50,00%
50,00%	50,00%
<b>9,07%</b>	<b>78%</b>
78%	78%
22%	22%

E
CA +1,2 CC 160% CA Gel CU SAN

<b>9 528 512 057</b>	<b>2,82%</b>
6 771 885 919	1,88%
2 541 535 693	4,65%
<b>112 848 812</b>	
4 230 350 226	0,28%
1 667 430	
-70 000 000	
2 756 626 138	5,20%
2 686 626 138	5,34%

<b>17,21%</b>	<b>50,00%</b>
50,00%	50,00%
50,00%	50,00%
<b>7,84%</b>	<b>78%</b>
78%	78%
22%	22%

<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
<b>750 852 232</b>	<b>7,29%</b>
699 857 398	
50 994 834	
39 325 174	
711 527 058	
32 390 551	
10 672 702	
<b>552 991 084</b>	<b>7,22%</b>
158 535 975	7,22%
<b>145 960 354</b>	<b>7,59%</b>

<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
<b>744 281 435</b>	<b>6,35%</b>
699 857 398	
44 424 037	
38 981 034	
705 300 401	
32 390 551	
9 285 402	
<b>548 151 726</b>	<b>6,28%</b>
157 148 675	6,28%
<b>145 616 214</b>	<b>7,34%</b>

<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
<b>735 440 625</b>	<b>5,08%</b>
699 857 398	
35 583 227	
38 518 005	
696 922 620	
25 879 339	
7 418 833	
<b>541 640 514</b>	<b>5,02%</b>
155 282 106	5,02%
<b>145 562 563</b>	<b>7,00%</b>

<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
1 163 738 650	
70 000 000	
64	

Simulations de répartition de la DGF des communes et des EPCI

Scénario 5 : dotation de base à 50% du taux DGF et part "compensations" à 40% du taux DGF

Evolution DGF 2009 - 2010	2,00%	DGF 2009	2,00%	DGF 2009 DGF 2010	0,60%
Quote part DOM TOM	0,0517719017467814		0,0517719017467814		0,0523740615683282

Annexe 3

	DGF 2009	variation 08/09	DGF 2010	variation 09/10
<b>DGF issue de l'indexation en LFI, avant abondements ponctuels</b>	<b>40 854 841 000</b>	<b>2,00%</b>	<b>41 093 253 201</b>	<b>0,6%</b>
Permanents syndicaux	4 000 000	-4,76%	4 200 000	5,00%
Budget du CFL	590 361	2,09%	624 122	5,72%
Préciput pour déficit année N-1	10 650 000	261,02%	2 220 000	-79,15%
<b>Masse à répartir</b>	<b>40 839 600 639</b>	<b>1,98%</b>	<b>41 086 209 079</b>	<b>0,60%</b>
Pour mémoire : DGF totale ouverte en LFI 2007				
<b>REGIONS</b>	<b>5 416 020 968</b>	1,98%	<b>5 448 725 413</b>	0,60%
<b>DEPARTEMENTS</b>	<b>12 121 757 861</b>	1,98%	<b>12 188 237 553</b>	0,55%
dont débusage lié à la recentralisation sanitaire 2009	-6 676 784			
hors débusage lié à la recentralisation sanitaire 2010			-666 253	
<b>COMMUNES ET GROUPEMENTS</b>	<b>23 351 821 810</b>	1,86%	<b>23 580 447 369</b>	0,98%
dont DGF (dont mouvements pérennes et hors abondements ponctuels)	<b>23 301 821 810</b>	1,98%	<b>23 449 246 113</b>	0,63%
dont consolidation pérenne de la contribution RIF à la péréquation communale				
dont débusage pérenne correspondant à la DGF de St Martin et St Barthélémy en 2007				
dont majoration pérenne au titre de la dotation "parcs naturels"				
dont reliquats DSI				
dont prélèvement sur la masse DSI 2006				
Abondements ponctuels	50 000 000		131 201 256	

Taux d'évolution part base et superficie	65%	50%	H3
Taux d'évolution garantie			
Taux d'évolution part "compensations"	40%	40%	A2

	DGF 2009	variation	DGF 2010	variation
<b>DOTATION FORFAITAIRE totale</b>	<b>14 084 213 046</b>	0,64%	<b>14 045 754 265</b>	-0,27%
<b>DOTATION FORFAITAIRE hors dotation de compensation</b>	<b>12 054 419 107</b>	1,26%	<b>12 011 443 789</b>	-0,36%
<b>DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES</b>	<b>14 062 940 158</b>	0,64%	<b>14 024 417 558</b>	-0,27%
Dotation de base	6 601 472 606	3,97%	6 661 897 580	0,92%
dont rectifications 2009	4 551 055		739 572	
dont recensements et mécanismes de garantie (hors indexation)	163 136 253		39 759 487	
Dotation superficie	222 298 744	1,98%	223 440 418	0,51%
Dotation parcs nationaux et marins	3 086 478	1,30%	3 095 738	0,30%
Complément de garantie	5 227 561 278	-2,00%	5 123 010 052	-2,00%
Dotation de compensations (comp. "part salaires" et "baisses de DCTP")	2 008 521 052	-2,94%	2 012 973 770	0,22%
dont rectifications 2009	-381 818		-366 852	
dont débusage pérenne de la dotation de comp. de St Martin et St Barthélémy				
<b>DOTATION FORFAITAIRE GROUPEMENTS TOURISTIQUES</b>	<b>21 272 888</b>	0,29%	<b>21 336 707</b>	0,30%
dont rectifications 2009	-136 815		0	

Scénario	1			
Hypothèse intercommunalité	Gel intégral (CA=CU=SAN=CC=0 %)			
<b>DOTATION D'AMENAGEMENT</b>	<b>9 267 608 764</b>	<b>3,78%</b>	<b>9 534 693 104</b>	<b>2,88%</b>
<b>DGF DES EPCI</b>	<b>6 647 241 145</b>	<b>3,25%</b>	<b>6 743 696 376</b>	<b>1,45%</b>
Dotation d'intercommunalité	2 428 686 881	4,26%	2 513 346 150	3,49%
dont coût de l'intercommunalité	99 170 807		84 659 269	
Dotation de compensation des EPCI	4 218 554 264	2,68%	4 230 350 226	0,28%
dont rectifications 2009	381 818		1 667 430	
Garantie outre-mer	-70 000 000		-70 000 000	
Prélèvement DSU	-70 000 000		-70 000 000	
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR avant prélèvement DSU</b>	<b>2 620 367 619</b>	<b>5,14%</b>	<b>2 790 996 729</b>	<b>6,51%</b>
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR après prélèvement DSU</b>	<b>2 550 367 619</b>	<b>6,35%</b>	<b>2 720 996 729</b>	<b>6,69%</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSU</b>	<b>35,51%</b>		<b>15,23%</b>	
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSR</b>	<b>50,00%</b>		<b>50,00%</b>	
dont part affectée à la fraction "bourgs-centres"	50,00%		50,00%	
dont part affectée à la fraction "périquation"	50,00%		50,00%	
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DNP</b>	<b>9,88%</b>		<b>18,44%</b>	
dont part affectée à la part principale	78%		78%	
dont part affectée à la part majoration	22%		22%	

	DGF 2009	variation	DGF 2010	variation
<b>DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE</b>	<b>1 163 738 650</b>	<b>6,40%</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>6,02%</b>
DSU avant contributions	1 093 738 650		1 163 738 650	
consolidation contribution RIF LFI 2008				
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSU	70 000 000		70 000 000	
<b>répartition de la DSU</b>				
quote part outre-mer	60 248 974		64 615 892	
métropole	1 103 489 676		1 169 122 758	
<b>DOTATION DE SOLIDARITE RURALE</b>	<b>756 771 571</b>	<b>6,40%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
DSR avant contributions	711 251 033		756 771 571	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSR	45 520 538		45 520 538	
<b>répartition de la DSR</b>				
quote part outre-mer	39 179 503		42 019 288	
métropole	717 592 068		760 272 821	
part de l'augmentation affectée à la fraction "bourgs-centres"	20 941 176		21 340 377	
part de l'augmentation affectée à la fraction "périquation"	20 941 176		21 340 377	
bourgs-centres métropole	294 015 226	7,67%	315 355 603	7,26%
périquation métropole	423 576 842	5,20%	444 917 219	5,04%
<b>DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION</b>	<b>699 857 398</b>	<b>1,84%</b>	<b>754 965 969</b>	<b>7,87%</b>
DNP avant contributions	687 192 381		699 857 398	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DNP	12 665 017		55 108 571	
<b>répartition de la DNP</b>				
quote part outre-mer	36 232 950		39 540 627	
métropole	663 624 448		715 425 343	
part de l'augmentation affectée à la part principale	8 371 353		40 259 655	
part de l'augmentation affectée à la part majoration	2 399 817		11 541 239	
part principale métropole	515 761 175	1,65%	556 020 830	7,81%
part majoration métropole	147 863 273	1,65%	159 404 512	7,81%
<b>Total dotation d'aménagement outre-mer</b>	<b>135 661 428</b>	<b>7,05%</b>	<b>146 175 807</b>	<b>7,75%</b>

A3 (H3)	B3	C3	D3 (H3)	E
Gel CA CC - CU SAN index DF H3	CA +0,2 CC 160% CA Gel SAN CU	CA +0,6 CC 160% CA Gel SAN CU	CA +1,2 CC 160% CA CU SAN index H3	CA +1,2 CC 160% CA Gel CU SAN
<b>9 534 693 104</b>	<b>9 534 693 104</b>	<b>9 534 693 104</b>	<b>9 534 693 104</b>	<b>9 534 693 104</b>
2,88%	2,88%	2,88%	2,88%	2,88%
6 741 297 943	6 748 451 982	6 757 791 148	6 769 487 485	6 771 885 919
1,41%	1,52%	1,66%	1,84%	1,88%
2 510 947 717	2 518 101 756	2 527 440 922	2 539 137 259	2 541 535 693
3,39%	3,68%	4,07%	4,55%	4,65%
<b>82 260 836</b>	<b>89 414 875</b>	<b>98 754 041</b>	<b>110 450 378</b>	<b>112 848 812</b>
0,28%	0,28%	0,28%	0,28%	0,28%
4 230 350 226	4 230 350 226	4 230 350 226	4 230 350 226	4 230 350 226
1 667 430	1 667 430	1 667 430	1 667 430	1 667 430
-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000	-70 000 000
2 793 395 162	2 786 241 123	2 776 901 957	2 765 205 620	2 762 807 186
6,60%	6,33%	5,97%	5,53%	5,44%
2 723 395 162	2 716 241 123	2 706 901 957	2 695 205 620	2 692 807 186
6,78%	6,50%	6,14%	5,68%	5,59%
<b>15,11%</b>	<b>15,48%</b>	<b>15,99%</b>	<b>16,67%</b>	<b>16,82%</b>
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
50,00%	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
<b>19,09%</b>	<b>17,12%</b>	<b>14,40%</b>	<b>10,74%</b>	<b>9,95%</b>
78%	78%	78%	78%	78%
22%	22%	22%	22%	22%
<b>1 233 738 650</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>1 233 738 650</b>	<b>1 233 738 650</b>
6,02%	6,02%	6,02%	6,02%	6,02%
1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650	1 163 738 650
70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000
64 615 892	64 615 892	64 615 892	64 615 892	64 615 892
1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758	1 169 122 758
<b>802 292 109</b>	<b>802 292 109</b>	<b>802 292 109</b>	<b>802 292 109</b>	<b>802 292 109</b>
6,02%	6,02%	6,02%	6,02%	6,02%
756 771 571	756 771 571	756 771 571	756 771 571	756 771 571
45 520 538	45 520 538	45 520 538	45 520 538	45 520 538
42 019 288	42 019 288	42 019 288	42 019 288	42 019 288
760 272 821	760 272 821	760 272 821	760 272 821	760 272 821
21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377
21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377	21 340 377
315 355 603	315 355 603	315 355 603	315 355 603	315 355 603
7,26%	7,26%	7,26%	7,26%	7,26%
444 917 219	444 917 219	444 917 219	444 917 219	444 917 219
5,04%	5,04%	5,04%	5,04%	5,04%
<b>757 364 402</b>	<b>750 210 363</b>	<b>740 871 197</b>	<b>729 174 860</b>	<b>726 776 426</b>
8,22%	7,19%	5,86%	4,19%	3,85%
699 857 398	699 857 398	699 857 398	699 857 398	699 857 398
50 352 965	50 352 965	41 013 799	29 317 462	26 919 028
39 540 627	39 291 556	38 802 426	38 189 842	38 064 226
717 698 160	710 918 807	702 068 771	690 985 018	688 712 200
42 026 089	36 757 176	29 878 928	21 264 635	19 498 201
12 047 623	10 537 183	8 565 395	6 095 935	5 589 551
557 787 264	552 518 351	545 640 103	537 025 810	535 259 376
8,15%	7,13%	5,79%	4,12%	3,78%
159 910 896	158 400 456	156 428 668	153 959 208	153 452 824
8,15%	7,13%	5,79%	4,12%	3,78%
<b>146 301 422</b>	<b>145 926 736</b>	<b>145 437 606</b>	<b>144 825 022</b>	<b>144 699 406</b>
7,84%	7,57%	7,21%	6,75%	6,66%

Simulations de répartition de la DGF des communes et des EPCI

Scénario 6 : dotation de base à 50% du taux DGF et part "compensations" à 25% du taux DGF

Evolution DGF 2009 - 2010	2,00%	DGF 2009	2,00%	DGF 2009	DGF 2010	0,60%
Quote part DOM TOM	0,0517719017467814		0,0517719017467814		0,0523740515683282	

Annexe 3

	DGF 2009	variation 08/09	DGF 2010	variation 09/10
<b>DGF issue de l'indexation en LFI, avant abondements ponctuels</b>	<b>40 854 841 000</b>	<b>2,00%</b>	<b>41 093 253 201</b>	<b>0,6%</b>
Permanents syndicaux	4 000 000	-4,76%	4 200 000	5,00%
Budget du CFL	590 361	2,09%	624 122	5,72%
Préciput pour déficit année N-1	10 650 000	261,02%	2 220 000	-79,15%
<b>Masse à répartir</b>	<b>40 839 600 639</b>	<b>1,98%</b>	<b>41 086 209 079</b>	<b>0,60%</b>

Pour mémoire : DGF totale ouverte en LFI 2007

REGIONS	5 416 020 968	1,98%	5 448 725 413	0,60%
<b>DEPARTEMENTS</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 237 553</b>	<b>0,55%</b>
dont débasage lié à la recentralisation sanitaire 2009	-6 676 784			
hors débasage lié à la recentralisation sanitaire 2010			-666 253	
<b>COMMUNES ET GROUPEMENTS</b>	<b>23 351 821 810</b>	<b>1,86%</b>	<b>23 580 447 369</b>	<b>0,98%</b>
dont DGF (dont mouvements pérennes et hors abondements ponctuels)	<b>23 301 821 810</b>	<b>1,98%</b>	<b>23 449 246 113</b>	<b>0,63%</b>
dont consolidation pérenne de la contribution RIF à la pré-répartition communale				
dont débasage pérenne correspondant à la DGF de St Martin et St Barthélémy en 2007				
dont majoration pérenne au titre de la dotation "parcs naturels"				
dont reliquats DSI				
dont prélèvement sur la masse DSI 2006				
Abondements ponctuels	50 000 000		131 201 256	

Taux d'évolution part base et superficie	65%	50%	H3
Taux d'évolution garantie			
Taux d'évolution part "compensations"	40%	25%	A3

DOTATION FORFAITAIRE totale	14 084 213 046	0,64%	14 043 946 926	-0,29%
DOTATION FORFAITAIRE hors dotation de compensation	12 054 419 107	1,26%	12 011 443 789	-0,36%
<b>DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES</b>	<b>14 062 940 158</b>	<b>0,64%</b>	<b>14 022 610 220</b>	<b>-0,29%</b>
Dotation de base	6 601 472 606	3,97%	6 661 897 580	0,92%
dont rectifications 2009	4 551 055		739 572	
dont recensements et mécanismes de garantie (hors indexation)	163 136 253		39 759 487	
Dotation superficie	222 298 744	1,98%	223 440 418	0,51%
Dotation parcs nationaux et marins	3 086 478	1,30%	3 095 738	0,30%
Complément de garantie	5 227 561 278	-2,00%	5 123 010 052	-2,00%
Dotation de compensations (comp. "part salaires" et "baisses de DCTP")	2 008 521 052	-2,94%	2 011 166 431	0,13%
dont rectifications 2009	-381 818		-366 852	
dont débasage pérenne de la dotation de comp. de St Martin et St Barthélémy				
<b>DOTATION FORFAITAIRE GROUPEMENTS TOURISTIQUES</b>	<b>21 272 888</b>	<b>0,29%</b>	<b>21 336 707</b>	<b>0,30%</b>
dont rectifications 2009	-136 815		0	

Scénario	1			
Hypothèse intercommunalité	Gel intégral (CA=CU=SAN=CC=0 %)			
<b>DOTATION D'AMENAGEMENT</b>	<b>9 267 608 764</b>	<b>3,78%</b>	<b>9 536 500 443</b>	<b>2,90%</b>
DGF DES EPCI	6 647 241 145	3,25%	6 739 898 176	1,39%
Dotation d'intercommunalité	2 428 686 881	4,26%	2 513 346 150	3,49%
dont coût de l'intercommunalité	99 170 807		84 659 269	
Dotation de compensation des EPCI	4 218 554 264	2,68%	4 226 552 026	0,19%
dont rectifications 2009	381 818		1 667 430	
Garantie outre-mer	-70 000 000		-70 000 000	
Prélèvement DSU	2 620 367 619	5,14%	2 796 602 267	6,73%
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR avant prélèvement DSU</b>	<b>2 550 367 619</b>	<b>6,35%</b>	<b>2 726 602 267</b>	<b>6,91%</b>
<b>SOLDE DSU DSR DNP A REPARTIR après prélèvement DSU</b>				
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSU</b>	<b>35,51%</b>	<b>14,95%</b>		
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DSR</b>	<b>50,00%</b>	<b>50,00%</b>		
dont part affectée à la fraction "bourgs-centres"	50,00%	50,00%		
dont part affectée à la fraction "périquation"	50,00%	50,00%		
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A LA DNP</b>	<b>9,88%</b>	<b>20,57%</b>		
dont part affectée à la part principale	78%	78%		
dont part affectée à la part majoration	22%	22%		

A3 (H3)	
Gel CA CC - CU SAN index DF H3	
9 536 500 443	2,90%
6 737 499 743	1,36%
2 510 947 717	3,39%
82 260 836	
4 226 552 026	0,19%
1 667 430	
-70 000 000	
2 799 000 700	6,82%
2 729 000 700	7,80%

B3	
CA +0,2 CC 160% CA Gel SAN CU	
9 536 500 443	2,90%
6 744 653 782	1,47%
2 518 101 756	3,68%
89 414 875	
4 226 552 026	0,19%
1 667 430	
-70 000 000	
2 791 846 661	6,54%
2 721 846 661	6,72%

C3	
CA +0,6 CC 160% CA Gel SAN CU	
9 536 500 443	2,90%
6 753 992 948	1,61%
2 527 440 922	4,07%
98 754 041	
4 226 552 026	0,19%
1 667 430	
-70 000 000	
2 782 507 495	6,19%
2 712 507 495	6,36%

D3 (H3)	
CA +1,2 CC 160%CA CU SAN index H3	
9 536 500 443	2,90%
6 765 689 285	1,78%
2 539 137 259	4,55%
110 450 378	
4 226 552 026	0,19%
1 667 430	
-70 000 000	
2 770 811 158	5,74%
2 700 811 158	5,90%

E	
CA +1,2 CC 160%CA Gel CU SAN	
9 536 500 443	2,90%
6 768 087 719	1,82%
2 541 535 693	4,65%
112 848 812	
4 226 552 026	0,19%
1 667 430	
-70 000 000	
2 768 412 724	5,65%
2 698 412 724	5,80%

DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 163 738 650	6,40%	1 233 738 650	6,02%
DSU part contributions	1 093 738 650		1 163 738 650	
consolidation contribution RIF LFI 2008				
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSU	70 000 000		70 000 000	
répartition de la DSU				
quote part outre-mer	60 248 974		64 615 892	
métropole	1 103 489 676		1 169 122 758	
<b>DOTATION DE SOLIDARITE RURALE</b>	<b>756 771 571</b>	<b>6,40%</b>	<b>802 292 109</b>	<b>6,02%</b>
DSR avant contributions	711 251 033		756 771 571	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DSR	45 520 538		45 520 538	
répartition de la DSR				
quote part outre-mer	39 179 503		42 019 288	
métropole	717 592 068		760 272 821	
part de l'augmentation affectée à la fraction "bourgs-centres"	20 941 176		21 340 377	
part de l'augmentation affectée à la fraction "périquation"	20 941 176		21 340 377	
bourgs-centres métropole	294 015 226	7,67%	315 355 603	7,26%
périquation métropole	423 576 842	5,04%	444 917 219	5,04%
<b>DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION</b>	<b>699 857 398</b>	<b>1,84%</b>	<b>760 571 508</b>	<b>8,68%</b>
DNP avant contributions	687 192 381		699 857 398	
part de la variation du solde DSU DSR DNP affectée à la DNP	12 665 017		60 714 109	
répartition de la DNP				
quote part outre-mer	36 232 950		39 834 211	
métropole	663 624 448		720 737 296	
part de l'augmentation affectée à la part principale	8 371 353		44 388 106	
part de l'augmentation affectée à la part majoration	2 399 817		12 724 743	
part principale métropole	515 761 175	1,65%	560 149 281	8,61%
part majoration métropole	147 863 273	1,65%	160 588 016	8,61%
<b>Total dotation d'aménagement outre-mer</b>	<b>135 661 428</b>	<b>7,05%</b>	<b>146 469 391</b>	<b>7,97%</b>

1 233 738 650	6,02%
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
802 292 109	6,02%
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
762 969 941	9,02%
699 857 398	
63 112 542	
39 858 141	
716 230 760	
46 154 539	
11 720 686	
556 646 801	7,93%
159 583 959	7,93%
146 220 321	7,78%

1 233 738 650	6,02%
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
802 292 109	6,02%
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
755 815 902	8,00%
699 857 398	
55 958 503	
39 858 141	
716 230 760	
46 154 539	
11 720 686	
549 768 553	6,59%
157 612 171	6,59%
145 731 191	7,42%

1 233 738 650	6,02%
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
802 292 109	6,02%
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
746 476 736	6,66%
699 857 398	
46 619 337	
39 858 141	
707 380 724	
34 007 378	
9 748 898	
541 154 261	4,92%
155 142 711	4,92%
145 118 606	6,97%

1 233 738 650	6,02%
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
802 292 109	6,02%
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
734 780 399	4,99%
699 857 398	
34 923 000	
38 483 426	
696 296 972	
25 393 086	
7 279 438	
541 154 261	4,92%
155 142 711	4,92%
145 118 606	6,97%

1 233 738 650	6,02%
1 163 738 650	
70 000 000	
64 615 892	
1 169 122 758	
802 292 109	6,02%
756 771 571	
45 520 538	
42 019 288	
760 272 821	
21 340 377	
21 340 377	
315 355 603	7,26%
444 917 219	5,04%
732 381 965	4,65%
699 857 398	
32 524 566	
38 557 811	
694 024 154	
25 393 086	
6 773 054	
539 387 826	4,58%
154 636 327	4,58%
144 992 991	6,88%

# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

## Variante A1 à A3 - Gel total des dotations d'intercommunalité

(CA 0%, CU et SAN à 0% ; CC 130% à 160% des CA)

	<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>-0,31%</b>			
1,2%	<b>CA</b>	<b>0,00%</b>	44,86	44,86	1 036 704 512
0%	<b>SAN</b>	<b>0,00%</b>	48,42	48,42	16 738 032
145%	<b>CC 4T</b>	<b>0,00%</b>	19,67	19,67	265 588 742
145%	<b>CC TPU bonifiée</b>	<b>0,00%</b>	33,42	33,42	552 005 158
145%	<b>CC TPU non bonifiée</b>	<b>0,00%</b>	24,02	24,02	18 859 591
0%	<b>CU</b>	<b>0,00%</b>			

	<b>Rappel 2009</b>	<b>Total 2010</b>
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 513 346 150</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>84 659 269</b>

<b>Population</b>	
EPCI existants au 31/12/08	1 335
Transformation en communauté d'agglomération	4
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5
Disparitions en 2009	16
<i>dont suite à fusions</i>	11
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24
<i>dont issus de fusions</i>	2
EPCI existants au 31/12/09	1 307
<b>Périmètre CC 2009</b>	
Pop pondérée	12 041 557
Dotation par habitant 2010	19,67
DGF 2010	236 857 426
Garantie des 2 ans et +	28 731 316
<b>Total 2010</b>	<b>265 588 742</b>

<b>Communautés de communes à fiscalité additionnelle</b>			
Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185
4		476 189	476 189
27		352 154	352 154
5		26 037	27 718
16		169 381	169 381
11		126 375	126 375
24		226 745	123 814
2		20 882	20 882
1 307		12 146 169	12 041 557
<b>CC à fiscalité additionnelle</b>			
		12 041 557	
		19,67	
		236 857 426	
		28 731 316	
<b>Total 2010</b>			
<b>265 588 742</b>			
Rappel 2009 : 275 440 564 €			

<b>Communautés de communes à TPU</b>			
Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
1		51 888	51 888
27		352 154	352 154
5		26 037	26 037
17		294 341	294 341
15		277 539	277 539
17		435 406	371 316
8		307 226	307 226
1 102		17 366 463	17 302 373
<b>CC à TPU non bonifiée</b>		<b>CC à TPU bonifiée</b>	
785 162		16 517 210	
24,02		33,42	
18 859 591		552 005 158	
<b>Total 2010</b>			
<b>570 864 749</b>			
Rappel 2009 : 524 948 360 €			

<b>Population</b>	
CA au 31/12/08	174
Transfo de CC 4T en CA	4
Transfo de CC TPU en CA	1
Transfo de SAN en CA	0
Disparitions en 2009	5
<i>dont suite à fusions</i>	5
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7
<i>dont suite à fusions</i>	3
CA au 31/12/09	181
<b>Dotation par habitant 2010</b>	
44,86	
<b>DGF 2010</b>	
1 034 741 119	
<b>Majoration CA issues de SAN</b>	
1 963 393	
<b>Total 2010</b>	<b>1 036 704 512</b>

<b>Communautés d'agglomération</b>			
Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
174	21 590 493	21 730 326	21 730 326
4		476 189	476 189
1		51 888	51 888
0		0	0
5		954 116	954 116
5		954 116	954 116
7		1 761 721	1 761 721
3		1 059 754	1 059 754
181		23 066 008	23 066 008
<b>Total 2010</b>			
<b>1 036 704 512</b>			
Rappel 2009 : 970 503 828 €			

<b>Syndicats d'agglomération nouvelle</b>			
Nbre	Population 2009	Population 2010	
5	344 787	342 382	
5 SAN au 31/12/09			
Dot/hab 2010		48,42	
Provision garantie		159 896	
<b>Total 2010</b>			<b>16 738 032</b>
Rappel 2009 : 16 738 031 €			

<b>Communautés urbaines</b>			
Nbre	Population 2009	Population 2010	
14 CU au 31/12/2007	16 CU au 31/12/2009	7 698 590	7 739 936
60,00			
DGF 2009		623 450 115	
<b>Total 2010</b>			<b>623 450 115</b>
Rappel 2009 : 620 677 338 €			

# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

Variante A1 Gel CA CC - SAN CU à l'index DF (H1 max DF)

(CA 0%, CU et SAN à -0,27% ; CC 130% des CA)

	<b>Dotation forfaitaire</b>	-0,27%			
1,2%	<b>CA</b>	0,00%	44,86	44,86	1 036 632 815
0%	<b>SAN</b>	-0,27%	48,29	48,29	16 692 839
130%	<b>CC 4T</b>	0,00%	19,67	19,67	265 588 742
130%	<b>CC TPU bonifiée</b>	0,00%	33,42	33,42	552 005 158
130%	<b>CC TPU non bonifiée</b>	0,00%	24,02	24,02	18 859 591
0%	<b>CU</b>	-0,27%			

	Rappel 2009	Total 2010
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 511 545 947</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>82 859 066</b>

	Communautés de communes à fiscalité additionnelle				Communautés de communes à TPU			
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
<b>Population</b>								
EPCI existants au 31/12/08	1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185	1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
Transformation en communauté d'agglomération	4		476 189	476 189	1		51 888	51 888
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	27 718	5		26 037	26 037
Disparitions en 2009	16		169 381	169 381	17		294 341	294 341
<i>dont suite à fusions</i>	11		126 375	126 375	15		277 539	277 539
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24		226 745	123 814	17		435 406	371 316
<i>dont issus de fusions</i>	2		20 882	20 882	8		307 226	307 226
EPCI existants au 31/12/09	1 307		12 146 169	12 041 557	1 102		17 366 463	17 302 373
<b>Périmètre CC 2009</b>		<b>CC à fiscalité additionnelle</b>				<b>CC à TPU non bonifiée</b>		<b>CC à TPU bonifiée</b>
Pop pondérée		12 041 557				785 162		16 517 210
Dotation par habitant 2010		19,67				24,02		33,42
DGF 2010		236 857 426				18 859 591		552 005 158
Garantie des 2 ans et +		28 731 316						
<b>Total 2010</b>		<b>265 588 742</b>				<b>570 864 749</b>		
		Rappel 2009 : 275 440 564 €				Rappel 2009 : 524 948 360 €		

	Communautés d'agglomération				Syndicats d'agglomération nouvelle			
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	
<b>Population</b>								
CA au 31/12/08	174	21 590 493	21 730 326	21 730 326	5	344 787	342 382	
Transfo de CC 4T en CA	4		476 189	476 189				
Transfo de CC TPU en CA	1		51 888	51 888			342 382	
Transfo de SAN en CA	0		0	0			48,29	
Disparitions en 2009	5		954 116	954 116			159 212	
<i>dont suite à fusions</i>	5		954 116	954 116				
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7		1 761 721	1 761 721				
<i>dont suite à fusions</i>	3		1 059 754	1 059 754				
CA au 31/12/09	181		23 066 008	23 066 008				
Dotation par habitant 2010		44,86						
DGF 2010		1 034 741 119						
Majoration CA issues de SAN		1 891 696						
<b>Total 2010</b>		<b>1 036 632 815</b>				<b>16 692 839</b>		
		Rappel 2009 : 970 503 828 €				Rappel 2009 : 16 738 031 €		

Communautés urbaines			
	Nbre	Population 2009	Population 2010
14 CU au 31/12/2007	16 CU au 31/12/2009	7 698 590	7 739 936
		59,84	
DGF 2009		621 766 802	
		<b>621 766 802</b>	
		Rappel 2009 : 620 677 338 €	







# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

**Variante B2 Gel SAN CU - CA +0,2%**  
**(CA 0,2%, CU et SAN à 0% ; CC 145% des CA)**

	<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>-0,31%</b>			
1,2%	<b>CA</b>	<b>0,20%</b>	44,95	44,95	1 038 730 817
0%	<b>SAN</b>	<b>0,00%</b>	48,42	48,42	16 738 032
145%	<b>CC 4T</b>	<b>0,29%</b>	19,73	19,73	266 359 241
145%	<b>CC TPU bonifiée</b>	<b>0,29%</b>	33,52	33,52	553 656 879
145%	<b>CC TPU non bonifiée</b>	<b>0,29%</b>	24,09	24,09	18 914 553
0%	<b>CU</b>	<b>0,00%</b>			

	<b>Rappel 2009</b>	<b>Total 2010</b>
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 517 849 637</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>89 162 756</b>

<b>Population</b>	
EPCI existants au 31/12/08	1 335
Transformation en communauté d'agglomération	4
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5
Disparitions en 2009	16
<i>dont suite à fusions</i>	11
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24
<i>dont issus de fusions</i>	2
EPCI existants au 31/12/09	1 307
<b>Périmètre CC 2009</b>	
Pop pondérée	12 041 557
Dotation par habitant 2010	19,73
DGF 2010	237 579 920
Garantie des 2 ans et +	28 779 321
<b>Total 2010</b>	<b>266 359 241</b>

<b>Communautés de communes à fiscalité additionnelle</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185
Transformation en communauté d'agglomération	4		476 189	476 189
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	27 718
Disparitions en 2009	16		169 381	169 381
<i>dont suite à fusions</i>	11		126 375	126 375
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24		226 745	123 814
<i>dont issus de fusions</i>	2		20 882	20 882
EPCI existants au 31/12/09	1 307		12 146 169	12 041 557
<b>CC à fiscalité additionnelle</b>				
Pop pondérée		12 041 557		
Dotation par habitant 2010		19,73		
DGF 2010		237 579 920		
Garantie des 2 ans et +		28 779 321		
<b>Total 2010</b>		<b>266 359 241</b>		
		Rappel 2009 : 275 440 564 €		

<b>Communautés de communes à TPU</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
Transformation en communauté d'agglomération	1		51 888	51 888
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	26 037
Disparitions en 2009	17		294 341	294 341
<i>dont suite à fusions</i>	15		277 539	277 539
Groupements créés après le 1er janvier 2009	17		435 406	371 316
<i>dont issus de fusions</i>	8		307 226	307 226
EPCI existants au 31/12/09	1 102		17 366 463	17 302 373
<b>CC à TPU non bonifiée</b>				
Pop pondérée		785 162		
Dotation par habitant 2010		24,09		
DGF 2010		18 914 553		
Garantie des 2 ans et +			553 656 879	
<b>Total 2010</b>		<b>572 571 432</b>		
		Rappel 2009 : 524 948 360 €		

<b>Population</b>	
CA au 31/12/08	174
Transfo de CC 4T en CA	4
Transfo de CC TPU en CA	1
Transfo de SAN en CA	0
Disparitions en 2009	5
<i>dont suite à fusions</i>	5
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7
<i>dont suite à fusions</i>	3
CA au 31/12/09	181
<b>Dotations</b>	
Dotation par habitant 2010	44,95
DGF 2010	1 036 817 060
Majoration CA issues de SAN	1 913 757
<b>Total 2010</b>	<b>1 038 730 817</b>
	Rappel 2009 : 970 503 828 €

<b>Communautés d'agglomération</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
CA au 31/12/08	174	21 590 493	21 730 326	21 730 326
Transfo de CC 4T en CA	4		476 189	476 189
Transfo de CC TPU en CA	1		51 888	51 888
Transfo de SAN en CA	0		0	0
Disparitions en 2009	5		954 116	954 116
<i>dont suite à fusions</i>	5		954 116	954 116
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7		1 761 721	1 761 721
<i>dont suite à fusions</i>	3		1 059 754	1 059 754
CA au 31/12/09	181		23 066 008	23 066 008
<b>Dotations</b>				
Dotation par habitant 2010		44,95		
DGF 2010		1 036 817 060		
Majoration CA issues de SAN		1 913 757		
<b>Total 2010</b>		<b>1 038 730 817</b>		
		Rappel 2009 : 970 503 828 €		

<b>Syndicats d'agglomération nouvelle</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	5	344 787	342 382	
5 SAN au 31/12/09			342 382	
Dot/hab 2010			48,42	
Provision garantie			159 896	
<b>Total 2010</b>		<b>16 738 032</b>		
		Rappel 2009 : 16 738 031 €		

<b>Communautés urbaines</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
14 CU au 31/12/2007	16	7 698 590	7 739 936	
16 CU au 31/12/2009				
60,00				
DGF 2009		623 450 115		
<b>Total 2010</b>		<b>623 450 115</b>		
		Rappel 2009 : 620 677 338 €		

# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

**Variante B3 Gel SAN CU - CA +0,2%**  
**(CA 0,20%, CU et SAN à 0% ; CC 160% des CA)**

	<b>Dotation forfaitaire</b>	-0,31%			
1,2%	<b>CA</b>	0,20%	44,95	44,95	1 038 730 817
0%	<b>SAN</b>	0,00%	48,42	48,42	16 738 032
160%	<b>CC 4T</b>	0,32%	19,73	19,73	266 438 336
160%	<b>CC TPU bonifiée</b>	0,32%	33,53	33,53	553 822 051
160%	<b>CC TPU non bonifiée</b>	0,32%	24,10	24,10	18 922 404
0%	<b>CU</b>	0,00%			

	Rappel 2009	Total 2010
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 518 101 756</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>89 414 875</b>

	Communautés de communes à fiscalité additionnelle				Communautés de communes à TPU			
Population	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185	1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
Transformation en communauté d'agglomération	4		476 189	476 189	1		51 888	51 888
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	27 718	5		26 037	26 037
Disparitions en 2009	16		169 381	169 381	17		294 341	294 341
<i>dont suite à fusions</i>	11		126 375	126 375	15		277 539	277 539
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24		226 745	123 814	17		435 406	371 316
<i>dont issus de fusions</i>	2		20 882	20 882	8		307 226	307 226
EPCI existants au 31/12/09	1 307		12 146 169	12 041 557	1 102		17 366 463	17 302 373
<b>Périmètre CC 2009</b>	<b>CC à fiscalité additionnelle</b>				<b>CC à TPU non bonifiée</b>		<b>CC à TPU bonifiée</b>	
Pop pondérée		12 041 557			785 162		16 517 210	
Dotation par habitant 2010		19,73			24,10		33,53	
DGF 2010		237 579 920			18 922 404		553 822 051	
Garantie des 2 ans et +		28 858 416						
<b>Total 2010</b>		<b>266 438 336</b>			<b>572 744 456</b>			
		Rappel 2009 : 275 440 564 €			Rappel 2009 : 524 948 360 €			

	Communautés d'agglomération				Syndicats d'agglomération nouvelle			
Population	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	
CA au 31/12/08	174	21 590 493	21 730 326	21 730 326	5	344 787	342 382	
Transfo de CC 4T en CA	4		476 189	476 189				
Transfo de CC TPU en CA	1		51 888	51 888			342 382	
Transfo de SAN en CA	0		0	0	5 SAN au 31/12/09			
Disparitions en 2009	5		954 116	954 116	Dot/hab 2010		48,42	
<i>dont suite à fusions</i>	5		954 116	954 116	Provision garantie		159 896	
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7		1 761 721	1 761 721	<b>Total 2010</b>		<b>16 738 032</b>	
<i>dont suite à fusions</i>	3		1 059 754	1 059 754			Rappel 2009 : 16 738 031 €	
CA au 31/12/09	181		23 066 008	23 066 008				
<b>Dotation par habitant 2010</b>		<b>44,95</b>						
DGF 2010		1 036 817 060						
Majoration CA issues de SAN		1 913 757						
<b>Total 2010</b>		<b>1 038 730 817</b>						
		Rappel 2009 : 970 503 828 €						

  

Communautés urbaines			
	Nbre	Population 2009	Population 2010
14 CU au 31/12/2007	16 CU au 31/12/2009	7 698 590	7 739 936
		60,00	
DGF 2009		623 450 115	
		<b>623 450 115</b>	
		Rappel 2009 : 620 677 338 €	



# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

**Variante C2 Gel SAN CU - CA +0,6%**  
**(CA 0,60%, CU et SAN à 0% ; CC 145% des CA)**

	<b>Dotation forfaitaire</b>	-0,31%			
1,2%	<b>CA</b>	0,60%	45,13	45,13	1 042 783 425
0%	<b>SAN</b>	0,00%	48,42	48,42	16 738 032
145%	<b>CC 4T</b>	0,87%	19,84	19,84	267 899 251
145%	<b>CC TPU bonifiée</b>	0,87%	33,71	33,71	556 795 149
145%	<b>CC TPU non bonifiée</b>	0,87%	24,23	24,23	19 024 475
0%	<b>CU</b>	0,00%			

	<b>Rappel 2009</b>	<b>Total 2010</b>
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 526 690 447</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>98 003 566</b>

<b>Population</b>
EPCI existants au 31/12/08
Transformation en communauté d'agglomération
Transformation en EPCI à TPU bonifié
Transformation en EPCI à TPU non bonifié
Disparitions en 2009
<i>dont suite à fusions</i>
Groupements créés après le 1er janvier 2009
<i>dont issus de fusions</i>
EPCI existants au 31/12/09
<b>Périmètre CC 2009</b>
Pop pondérée
Dotation par habitant 2010
DGF 2010
Garantie des 2 ans et +
<b>Total 2010</b>

<b>Communautés de communes à fiscalité additionnelle</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185
Transformation en communauté d'agglomération	4		476 189	476 189
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	27 718
Disparitions en 2009	16		169 381	169 381
<i>dont suite à fusions</i>	11		126 375	126 375
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24		226 745	123 814
<i>dont issus de fusions</i>	2		20 882	20 882
EPCI existants au 31/12/09	1 307		12 146 169	12 041 557
<b>CC à fiscalité additionnelle</b>				
Pop pondérée		12 041 557		
Dotation par habitant 2010		19,84		
DGF 2010		238 904 491		
Garantie des 2 ans et +		28 994 760		
<b>Total 2010</b>			<b>267 899 251</b>	
			Rappel 2009 : 275 440 564 €	

<b>Communautés de communes à TPU</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
Transformation en communauté d'agglomération	1		51 888	51 888
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	26 037
Disparitions en 2009	17		294 341	294 341
<i>dont suite à fusions</i>	15		277 539	277 539
Groupements créés après le 1er janvier 2009	17		435 406	371 316
<i>dont issus de fusions</i>	8		307 226	307 226
EPCI existants au 31/12/09	1 102		17 366 463	17 302 373
<b>CC à TPU non bonifiée</b>				
Pop pondérée		785 162		16 517 210
Dotation par habitant 2010		24,23		33,71
DGF 2010		19 024 475		556 795 149
Garantie des 2 ans et +				
<b>Total 2010</b>			<b>575 819 624</b>	
			Rappel 2009 : 524 948 360 €	

<b>Population</b>
CA au 31/12/08
Transfo de CC 4T en CA
Transfo de CC TPU en CA
Transfo de SAN en CA
Disparitions en 2009
<i>dont suite à fusions</i>
Groupements créés après le 1er janvier 2009
<i>dont suite à fusions</i>
CA au 31/12/09
Dotation par habitant 2010
DGF 2010
Majoration CA issues de SAN
<b>Total 2010</b>

<b>Communautés d'agglomération</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
CA au 31/12/08	174	21 590 493	21 730 326	21 730 326
Transfo de CC 4T en CA	4		476 189	476 189
Transfo de CC TPU en CA	1		51 888	51 888
Transfo de SAN en CA	0		0	0
Disparitions en 2009	5		954 116	954 116
<i>dont suite à fusions</i>	5		954 116	954 116
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7		1 761 721	1 761 721
<i>dont suite à fusions</i>	3		1 059 754	1 059 754
CA au 31/12/09	181		23 066 008	23 066 008
Dotation par habitant 2010			45,13	
DGF 2010			1 040 968 941	
Majoration CA issues de SAN			1 814 484	
<b>Total 2010</b>			<b>1 042 783 425</b>	
			Rappel 2009 : 970 503 828 €	

<b>Syndicats d'agglomération nouvelle</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	
	5	344 787	342 382	
5 SAN au 31/12/09			342 382	
Dot/hab 2010			48,42	
Provision garantie			159 896	
<b>Total 2010</b>			<b>16 738 032</b>	
			Rappel 2009 : 16 738 031 €	

<b>Communautés urbaines</b>				
	Nbre	Population 2009	Population 2010	
14 CU au 31/12/2007	16	7 698 590	7 739 936	
			60,00	
DGF 2009			623 450 115	
<b>Total 2010</b>			<b>623 450 115</b>	
			Rappel 2009 : 620 677 338 €	





# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

**Variante D2 H2 CA +1,2% SAN CU index DF (H2)**

**(CA 1,2%, CU et SAN à - 0,31% ; CC 145% des CA)**

	<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>-0,31%</b>			
1,2%	<b>CA</b>	<b>1,20%</b>	45,40	45,40	1 048 779 611
0%	<b>SAN</b>	<b>-0,31%</b>	48,27	48,27	16 686 144
145%	<b>CC 4T</b>	<b>1,74%</b>	20,01	20,01	270 209 772
145%	<b>CC TPU bonifiée</b>	<b>1,74%</b>	34,00	34,00	561 585 140
145%	<b>CC TPU non bonifiée</b>	<b>1,74%</b>	24,44	24,44	19 189 359
0%	<b>CU</b>	<b>-0,31%</b>			

	<b>Rappel 2009</b>	<b>Total 2010</b>
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 537 967 446</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>109 280 565</b>

	<b>Communautés de communes à fiscalité additionnelle</b>				<b>Communautés de communes à TPU</b>			
<b>Population</b>	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185	1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
Transformation en communauté d'agglomération	4		476 189	476 189	1		51 888	51 888
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	27 718	5		26 037	26 037
Disparitions en 2009	16		169 381	169 381	17		294 341	294 341
<i>dont suite à fusions</i>	11		126 375	126 375	15		277 539	277 539
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24		226 745	123 814	17		435 406	371 316
<i>dont issus de fusions</i>	2		20 882	20 882	8		307 226	307 226
EPCI existants au 31/12/09	1 307		12 146 169	12 041 557	1 102		17 366 463	17 302 373
<b>Périmètre CC 2009</b>								
Pop pondérée		12 041 557				785 162		16 517 210
Dotation par habitant 2010		20,01				24,44		34,00
DGF 2010		240 951 556				19 189 359		561 585 140
Garantie des 2 ans et +		29 258 216						
<b>Total 2010</b>			<b>270 209 772</b>				<b>580 774 499</b>	
			Rappel 2009 : 275 440 564 €				Rappel 2009 : 524 948 360 €	

	<b>Communautés d'agglomération</b>				<b>Syndicats d'agglomération nouvelle</b>			
<b>Population</b>	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
CA au 31/12/08	174	21 590 493	21 730 326	21 730 326	5	344 787	342 382	
Transfo de CC 4T en CA	4		476 189	476 189				
Transfo de CC TPU en CA	1		51 888	51 888			342 382	
Transfo de SAN en CA	0		0	0			48,27	
Disparitions en 2009	5		954 116	954 116			159 365	
<i>dont suite à fusions</i>	5		954 116	954 116				
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7		1 761 721	1 761 721				
<i>dont suite à fusions</i>	3		1 059 754	1 059 754				
CA au 31/12/09	181		23 066 008	23 066 008				
Dotation par habitant 2010		45,40						
DGF 2010		1 047 196 763						
Majoration CA issues de SAN		1 582 848						
<b>Total 2010</b>			<b>1 048 779 611</b>				<b>16 686 144</b>	
			Rappel 2009 : 970 503 828 €				Rappel 2009 : 16 738 031 €	

<b>Communautés urbaines</b>			
	Nbre	Population 2009	Population 2010
14 CU au 31/12/2007	16	7 698 590	7 739 936
		59,81	
DGF 2009		621 517 420	
<b>Total 2010</b>		<b>621 517 420</b>	
			Rappel 2009 : 620 677 338 €



# SIMULATIONS DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 2010

**Variante E CA +1,2% Gel SAN CU (max interco)**

**(CA 1,20%, CU et SAN gelés ; CC 160% des CA)**

Dotation forfaitaire	-0,31%			
1,2% CA	1,20%	45,40	45,40	1 048 862 339
0% SAN	0,00%	48,42	48,42	16 738 032
160% CC 4T	1,92%	20,05	20,05	270 688 269
160% CC TPU bonifiée	1,92%	34,06	34,06	562 576 173
160% CC TPU non bonifiée	1,92%	24,48	24,48	19 220 766
0% CU	0,00%			

	Rappel 2009	Total 2010
Population brute	58 967 126	<b>60 660 958</b>
Nb total EPCI	2 601	<b>2 611</b>
Nb total communes	34 166	<b>34 772</b>
Coût total	2 428 686 881	<b>2 541 535 693</b>
Coût évolution intercommunalité		<b>112 848 812</b>

	Communautés de communes à fiscalité additionnelle				Communautés de communes à TPU			
Population	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée
EPCI existants au 31/12/08	1 335	12 724 367	12 943 185	12 943 185	1 071	16 611 910	16 899 095	16 899 095
Transformation en communauté d'agglomération	4		476 189	476 189	1		51 888	51 888
Transformation en EPCI à TPU bonifié	27		352 154	352 154	27		352 154	352 154
Transformation en EPCI à TPU non bonifié	5		26 037	27 718	5		26 037	26 037
Disparitions en 2009	16		169 381	169 381	17		294 341	294 341
dont suite à fusions	11		126 375	126 375	15		277 539	277 539
Groupements créés après le 1er janvier 2009	24		226 745	123 814	17		435 406	371 316
dont issus de fusions	2		20 882	20 882	8		307 226	307 226
EPCI existants au 31/12/09	1 307		12 146 169	12 041 557	1 102		17 366 463	17 302 373
<b>Périmètre CC 2009</b>	<b>CC à fiscalité additionnelle</b>				<b>CC à TPU non bonifiée</b>		<b>CC à TPU bonifiée</b>	
Pop pondérée			12 041 557		785 162		16 517 210	
Dotation par habitant 2010			20,05		24,48		34,06	
DGF 2010			241 433 218		19 220 766		562 576 173	
Garantie des 2 ans et +			29 255 051					
<b>Total 2010</b>			<b>270 688 269</b>				<b>581 796 938</b>	
			Rappel 2009 : 275 440 564 €				Rappel 2009 : 524 948 360 €	

	Communautés d'agglomération				Syndicats d'agglomération nouvelle			
Population	Nbre	Population 2009	Population 2010	Population pondérée	Nbre	Population 2009	Population 2010	
CA au 31/12/08	174	21 590 493	21 730 326	21 730 326	5	344 787	342 382	
Transfo de CC 4T en CA	4		476 189	476 189				
Transfo de CC TPU en CA	1		51 888	51 888	5 SAN au 31/12/09		342 382	
Transfo de SAN en CA	0		0	0	Dot/hab 2010		48,42	
Disparitions en 2009	5		954 116	954 116	Provision garantie		159 896	
dont suite à fusions	5		954 116	954 116	<b>Total 2010</b>		<b>16 738 032</b>	
Groupements créés après le 1er janvier 2009	7		1 761 721	1 761 721			Rappel 2009 : 16 738 031 €	
dont suite à fusions	3		1 059 754	1 059 754				
CA au 31/12/09	181		23 066 008	23 066 008				
<b>Communautés urbaines</b>	Nbre		Population 2009	Population 2010				
	14 CU au 31/12/2007	16 CU au 31/12/2009	7 698 590	7 739 936				
			60,00					
Dotation par habitant 2010			45,40		DGF 2009		623 450 115	
DGF 2010			1 047 196 763		<b>Total 2010</b>		<b>623 450 115</b>	
Majoration CA issues de SAN			1 665 575				Rappel 2009 : 620 677 338 €	
<b>Total 2010</b>			<b>1 048 862 339</b>					
			Rappel 2009 : 970 503 828 €					

**Simulations de répartition de la DGF des départements 2010**

**Scénario 1 : dotation de compensation à 75% du taux d'évolution de la DGF mise en répartition,  
dotation de base à 50 % du taux DGF et complément de garantie à 30% du taux DGF**

Annexe 3	2009	Variation 2008/2009	2010	Variation 2009/2010	
Quote part OM	6,9879036515179%		7,0103058025948%		
<b>Taux d'évolution DGF totale</b>	<b>2,00%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>Taux d'évolution DGF mise en répartition</b>	<b>1,98%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>DGF issue de l'indexation</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 213 821</b>	<b>0,60%</b>	
DGF 2009 pour indexation 2010	12 115 081 077				
<b>DGF totale à répartir après mouvements de périmètre</b>	<b>12 115 518 649</b>	<b>1,93%</b>	<b>12 187 547 568</b>	<b>0,59%</b>	
dont débasage pérenne de la dotation forfaitaire de la RIF au profit de la DSU et de la DSR					
dont rebasage pérenne de la dotation forfaitaire de St Martin et St Barthélémy en LFR 2007					
dont débasage pérenne de la DGF de St Barthélémy en LFR 2008					
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de compensation :</b>	<b>50%</b>	<b>0,99%</b>	<b>75%</b>	<b>0,45%</b>	<b>B1</b>
<b>DOTATION DE COMPENSATION</b>	<b>2 829 266 412</b>	<b>0,77%</b>	<b>2 840 969 766</b>	<b>0,41%</b>	
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de base :</b>	<b>50%</b>	<b>1,00%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>H2</b>
<b>Taux de croissance du complément de garantie :</b>	<b>30%</b>	<b>0,60%</b>	<b>30%</b>	<b>0,18%</b>	<b>A2</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE</b>	<b>7 946 961 763</b>	<b>2,16%</b>	<b>7 996 916 563</b>	<b>0,63%</b>	
Dotation de base	4 729 934 209	3,24%	4 774 085 507	0,93%	
dont rectifications 2009	1 895 866		52 544		
dont débasage pérenne de la DGF de Saint-Barthélemy (LFR 2008)					
dont recensements (hors indexation)	99 872 748		29 819 336		
Complément de garantie	3 199 073 426	0,60%	3 204 831 758	0,18%	
Dotation forfaitaire de Paris	17 954 128	0,84%	17 999 298	0,25%	
<b>SOLDE POUR DPU ET DFM</b>	<b>1 339 290 473</b>	<b>3,07%</b>	<b>1 349 661 238</b>	<b>0,77%</b>	
<b>Accroissement du solde disponible pour la péréquation</b>	<b>39 893 186</b>		<b>10 370 765</b>		
			<b>V1</b>		<b>V2</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DPU</b>	<b>35,00%</b>		<b>35,00%</b>		<b>41,00%</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DFM</b>	<b>65,00%</b>		<b>65,00%</b>		<b>59,00%</b>
<b>DPU avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>555 326 167</b>		<b>554 515 662</b>		<b>554 515 662</b>
Part de l'augmentation affectée à la DPU (avant débasage St Barthélemy)	13 962 615		3 629 768		4 252 014
Débasage de la DPU lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	-14 773 125				
<b>DPU (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>569 288 787</b>	<b>2,51%</b>	<b>558 145 430</b>	<b>-1,96%</b>	<b>558 767 676</b>
<b>DOTATION DE PEREQUATION URBAINE</b>	<b>554 515 662</b>	<b>-0,15%</b>	<b>558 145 430</b>	<b>0,65%</b>	<b>558 767 676</b>
Quote part outre-mer spontanée	39 781 351	7,53%	39 127 700	-1,64%	39 171 322
Garantie outre-mer	98 107		0		0
Métropole	514 636 204	-0,71%	519 017 729	0,85%	519 596 354
<b>DFM avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>744 071 120</b>		<b>784 774 811</b>		<b>784 774 811</b>
Part de l'augmentation affectée à la DFM	25 930 571		6 740 997		6 118 751
Rébasage de la DFM lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	14 773 125		0		0
<b>DFM (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>770 001 686</b>	<b>3,48%</b>	<b>791 515 808</b>	<b>2,79%</b>	<b>790 893 562</b>
<b>DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE</b>	<b>784 774 811</b>	<b>5,47%</b>	<b>791 515 808</b>	<b>0,86%</b>	<b>790 893 562</b>
Quote part outre-mer spontanée	53 806 976	8,55%	55 487 679	3,12%	55 444 057
Garantie outre-mer	83 200		0		0
Métropole	730 884 635	5,24%	736 028 130	0,70%	735 449 505
<b>Quote part outre-mer totale (dont débasage de la DGF de St Barthélemy)</b>	<b>93 769 634</b>	<b>8,32%</b>	<b>94 615 379</b>	<b>0,90%</b>	<b>94 615 379</b>
dont garanties outre-mer	181 307		0		0

**Simulations de répartition de la DGF des départements 2010**

**Scénario 2 : dotation de compensation à 50% du taux d'évolution de la DGF mise en répartition,  
dotation de base à 50 % du taux DGF et complément de garantie à 30% du taux DGF**

Annexe 3	2009	Variation 2008/2009	2010	Variation 2009/2010	
Quote part OM	6,9879036515179%		7,0103058025948%		
Taux d'évolution DGF totale	<b>2,00%</b>		<b>0,60%</b>		
Taux d'évolution DGF mise en répartition	<b>1,98%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>DGF issue de l'indexation</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 213 821</b>	<b>0,60%</b>	
DGF 2009 pour indexation 2010	12 115 081 077				
<b>DGF totale à répartir après mouvements de périmètre</b>	<b>12 115 518 649</b>	<b>1,93%</b>	<b>12 187 547 568</b>	<b>0,59%</b>	
dont débasage pérenne de la dotation forfaitaire de la RIF au profit de la DSU et de la DSR					
dont rebasage pérenne de la dotation forfaitaire de St Martin et St Barthélémy en LFR 2007					
dont débasage pérenne de la DGF de St Barthélémy en LFR 2008					
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de compensation :</b>	<b>50%</b>	<b>0,99%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>B2</b>
<b>DOTATION DE COMPENSATION</b>	<b>2 829 266 412</b>	<b>0,77%</b>	<b>2 836 700 707</b>	<b>0,26%</b>	
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de base :</b>	<b>50%</b>	<b>1,00%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>H2</b>
<b>Taux de croissance du complément de garantie :</b>	<b>30%</b>	<b>0,60%</b>	<b>30%</b>	<b>0,18%</b>	<b>A2</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE</b>	<b>7 946 961 763</b>	<b>2,16%</b>	<b>7 996 916 563</b>	<b>0,63%</b>	
Dotation de base	4 729 934 209	3,24%	4 774 085 507	0,93%	
dont rectifications 2009	1 895 866		52 544		
dont débasage pérenne de la DGF de Saint-Barthélémy (LFR 2008)					
dont recensements (hors indexation)	99 872 748		29 819 336		
Complément de garantie	3 199 073 426	0,60%	3 204 831 758	0,18%	
Dotation forfaitaire de Paris	17 954 128	0,84%	17 999 298	0,25%	
<b>SOLDE POUR DPU ET DFM</b>	<b>1 339 290 473</b>	<b>3,07%</b>	<b>1 353 930 298</b>	<b>1,09%</b>	
<b>Accroissement du solde disponible pour la péréquation</b>	<b>39 893 186</b>		<b>14 639 824</b>		
			<b>VI</b>		<b>V2</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DPU</b>	<b>35,00%</b>		<b>35,00%</b>		<b>41,00%</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DFM</b>	<b>65,00%</b>		<b>65,00%</b>		<b>59,00%</b>
<b>DPU avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>555 326 167</b>		<b>554 515 662</b>		
Part de l'augmentation affectée à la DPU (avant débasage St Barthélémy)	13 962 615		5 123 939		6 002 328
Débasage de la DPU lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	-14 773 125				
<b>DPU (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>569 288 787</b>	<b>2,51%</b>	<b>559 639 601</b>	<b>-1,69%</b>	<b>560 517 990</b>
<b>DOTATION DE PEREQUATION URBAINE</b>	<b>554 515 662</b>	<b>-0,15%</b>	<b>559 639 601</b>	<b>0,92%</b>	<b>560 517 990</b>
					<b>1,08%</b>
Quote part outre-mer spontanée	39 781 351	7,53%	39 232 446	-1,38%	39 294 024
Garantie outre-mer	98 107		0		0
Métropole	514 636 204	-0,71%	520 407 154	1,12%	521 223 966
					<b>1,28%</b>
<b>DFM avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>744 071 120</b>		<b>784 774 811</b>		
Part de l'augmentation affectée à la DFM	25 930 571		9 515 886		8 637 496
Rébasage de la DFM lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	14 773 125		0		0
<b>DFM (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>770 001 686</b>	<b>3,48%</b>	<b>794 290 697</b>	<b>3,15%</b>	<b>793 412 307</b>
<b>DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE</b>	<b>784 774 811</b>	<b>5,47%</b>	<b>794 290 697</b>	<b>1,21%</b>	<b>793 412 307</b>
					<b>1,10%</b>
Quote part outre-mer spontanée	53 806 976	8,55%	55 682 207	3,49%	55 620 629
Garantie outre-mer	83 200		0		0
Métropole	730 884 635	5,24%	738 608 490	1,06%	737 791 678
					<b>0,95%</b>
<b>Quote part outre-mer totale (dont débasage de la DGF de St Barthélémy)</b>	<b>93 769 634</b>	<b>8,32%</b>	<b>94 914 653</b>	<b>1,22%</b>	<b>94 914 653</b>
<b>dont garanties outre-mer</b>	<b>181 307</b>		<b>0</b>		<b>0</b>

**Simulations de répartition de la DGF des départements 2010**

**Scénario 3 : dotation de compensation à 50% du taux d'évolution de la DGF mise en répartition,  
dotation de base à 50 % du taux DGF et complément de garantie à 50% du taux DGF**

Annexe 3	2009	Variation 2008/2009	2010	Variation 2009/2010	
Quote part OM	6,9879036515179%		7,0103058025948%		
<b>Taux d'évolution DGF totale</b>	<b>2,00%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>Taux d'évolution DGF mise en répartition</b>	<b>1,98%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>DGF issue de l'indexation</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 213 821</b>	<b>0,60%</b>	
DGF 2009 pour indexation 2010	12 115 081 077				
<b>DGF totale à répartir après mouvements de périmètre</b>	<b>12 115 518 649</b>	<b>1,93%</b>	<b>12 187 547 568</b>	<b>0,59%</b>	
dont débasage pérenne de la dotation forfaitaire de la RIF au profit de la DSU et de la DSR					
dont rebasage pérenne de la dotation forfaitaire de St Martin et St Barthélémy en LFR 2007					
dont débasage pérenne de la DGF de St Barthélémy en LFR 2008					
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de compensation :</b>	<b>50%</b>	<b>0,99%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>B2</b>
<b>DOTATION DE COMPENSATION</b>	<b>2 829 266 412</b>	<b>0,77%</b>	<b>2 836 700 707</b>	<b>0,26%</b>	
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de base :</b>	<b>50%</b>	<b>1,00%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>H2</b>
<b>Taux de croissance du complément de garantie :</b>	<b>30%</b>	<b>0,60%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>A1</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE</b>	<b>7 946 961 763</b>	<b>2,16%</b>	<b>8 000 764 144</b>	<b>0,68%</b>	
Dotation de base	4 729 934 209	3,24%	4 774 085 507	0,93%	
dont rectifications 2009	1 895 866		52 544		
dont débasage pérenne de la DGF de Saint-Barthélemy (LFR 2008)					
dont recensements (hors indexation)	99 872 748		29 819 336		
Complément de garantie	3 199 073 426	0,60%	3 208 670 646	0,30%	
Dotation forfaitaire de Paris	17 954 128	0,84%	18 007 991	0,30%	
<b>SOLDE POUR DPU ET DFM</b>	<b>1 339 290 473</b>	<b>3,07%</b>	<b>1 350 082 717</b>	<b>0,81%</b>	
Accroissement du solde disponible pour la péréquation	39 893 186		10 792 244		
			<b>V1</b>		<b>V2</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DPU</b>	<b>35,00%</b>		<b>35,00%</b>		<b>41,00%</b>
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DFM</b>	<b>65,00%</b>		<b>65,00%</b>		<b>59,00%</b>
<b>DPU avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>555 326 167</b>		<b>554 515 662</b>		<b>554 515 662</b>
Part de l'augmentation affectée à la DPU (avant débasage St Barthélemy)	13 962 615		3 777 285		4 424 820
Débasage de la DPU lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	-14 773 125				
<b>DPU (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>569 288 787</b>	<b>2,51%</b>	<b>558 292 947</b>	<b>-1,93%</b>	<b>558 940 482</b>
<b>DOTATION DE PEREQUATION URBAINE</b>	<b>554 515 662</b>	<b>-0,15%</b>	<b>558 292 947</b>	<b>0,68%</b>	<b>558 940 482</b>
Quote part outre-mer spontanée	39 781 351	7,53%	39 138 042	-1,62%	39 183 436
Garantie outre-mer	98 107		0		0
Métropole	514 636 204	-0,71%	519 154 906	0,88%	519 757 046
<b>DFM avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>744 071 120</b>		<b>784 774 811</b>		<b>784 774 811</b>
Part de l'augmentation affectée à la DFM	25 930 571		7 014 958		6 367 424
Rébasage de la DFM lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	14 773 125		0		0
<b>DFM (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>770 001 686</b>	<b>3,48%</b>	<b>791 789 769</b>	<b>2,83%</b>	<b>791 142 235</b>
<b>DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE</b>	<b>784 774 811</b>	<b>5,47%</b>	<b>791 789 769</b>	<b>0,89%</b>	<b>791 142 235</b>
Quote part outre-mer spontanée	53 806 976	8,55%	55 506 884	3,16%	55 461 490
Garantie outre-mer	83 200		0		0
Métropole	730 884 635	5,24%	736 282 885	0,74%	735 680 745
<b>Quote part outre-mer totale (dont débasage de la DGF de St Barthélemy)</b>	<b>93 769 634</b>	<b>8,32%</b>	<b>94 644 926</b>	<b>0,93%</b>	<b>94 644 926</b>
dont garanties outre-mer	181 307		0		0

**Simulations de répartition de la DGF des départements 2010**

**Scénario 4 : dotation de compensation à 50% du taux d'évolution de la DGF mise en répartition,  
dotation de base à 70 % du taux DGF et complément de garantie à 30% du taux DGF**

Annexe 3	2009	Variation 2008/2009	2010	Variation 2009/2010	
Quote part OM	6.9879036515179%		7.0103058025948%		
<b>Taux d'évolution DGF totale</b>	<b>2,00%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>Taux d'évolution DGF mise en répartition</b>	<b>1,98%</b>		<b>0,60%</b>		
<b>DGF issue de l'indexation</b>	<b>12 121 757 861</b>	<b>1,98%</b>	<b>12 188 213 821</b>	<b>0,60%</b>	
DGF 2009 pour indexation 2010	12 115 081 077				
<b>DGF totale à répartir après mouvements de périmètre</b>	<b>12 115 518 649</b>	<b>1,93%</b>	<b>12 187 547 568</b>	<b>0,59%</b>	
dont débasage pérenne de la dotation forfaitaire de la RIF au profit de la DSU et de la DSR					
dont rebasage pérenne de la dotation forfaitaire de St Martin et St Barthélémy en LFR 2007					
dont débasage pérenne de la DGF de St Barthélémy en LFR 2008					
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de compensation :</b>	<b>50%</b>	<b>0,99%</b>	<b>50%</b>	<b>0,30%</b>	<b>B2</b>
<b>DOTATION DE COMPENSATION</b>	<b>2 829 266 412</b>	<b>0,77%</b>	<b>2 836 700 707</b>	<b>0,26%</b>	
dont débasage pérenne au titre de la recentralisation sanitaire 2010	-6 239 212		-666 253		
<b>Taux de croissance de la dotation de base :</b>	<b>50%</b>	<b>1,00%</b>	<b>70%</b>	<b>0,42%</b>	<b>H1</b>
<b>Taux de croissance du complément de garantie :</b>	<b>30%</b>	<b>0,60%</b>	<b>30%</b>	<b>0,18%</b>	<b>A2</b>
<b>DOTATION FORFAITAIRE</b>	<b>7 946 961 763</b>	<b>2,16%</b>	<b>8 002 641 183</b>	<b>0,70%</b>	
Dotation de base	4 729 934 209	3,24%	4 779 797 275	1,05%	
dont rectifications 2009	1 895 866		52 544		
dont débasage pérenne de la DGF de Saint-Barthélemy (LFR 2008)					
dont recensements (hors indexation)	99 872 748		29 819 336		
Complément de garantie	3 199 073 426	0,60%	3 204 831 758	0,18%	
Dotation forfaitaire de Paris	17 954 128	0,84%	18 012 151	0,32%	
<b>SOLDE POUR DPU ET DFM</b>	<b>1 339 290 473</b>	<b>3,07%</b>	<b>1 348 205 678</b>	<b>0,67%</b>	
<b>Accroissement du solde disponible pour la péréquation</b>	<b>39 893 186</b>		<b>8 915 205</b>		
			<b>V1</b>	<b>V2</b>	
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DPU</b>	<b>35,00%</b>		<b>35,00%</b>	<b>41,00%</b>	
<b>PART DE L'AUGMENTATION AFFECTEE A DFM</b>	<b>65,00%</b>		<b>65,00%</b>	<b>59,00%</b>	
<b>DPU avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>555 326 167</b>		<b>554 515 662</b>		<b>554 515 662</b>
Part de l'augmentation affectée à la DPU (avant débasage St Barthélemy)	13 962 615		3 120 322		3 655 234
Débasage de la DPU lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	-14 773 125				
<b>DPU (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>569 288 787</b>	<b>2,51%</b>	<b>557 635 984</b>	<b>-2,05%</b>	<b>558 170 896</b>
<b>DOTATION DE PEREQUATION URBAINE</b>	<b>554 515 662</b>	<b>-0,15%</b>	<b>557 635 984</b>	<b>0,56%</b>	<b>558 170 896</b>
Quote part outre-mer spontanée	39 781 351	7,53%	39 091 987	-1,73%	39 129 486
Garantie outre-mer	98 107		0		0
Métropole	514 636 204	-0,71%	518 543 997	0,76%	519 041 410
<b>DFM avant contribution et mouvement de périmètre</b>	<b>744 071 120</b>		<b>784 774 811</b>		<b>784 774 811</b>
Part de l'augmentation affectée à la DFM	25 930 571		5 794 883		5 259 971
Rebasage de la DFM lié au passage de l'Ille et Vilaine dans la catégorie des DFM	14 773 125		0		0
<b>DFM (avant changement de catégorie de l'Ille et Vilaine)</b>	<b>770 001 686</b>	<b>3,48%</b>	<b>790 569 694</b>	<b>2,67%</b>	<b>790 034 782</b>
<b>DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE</b>	<b>784 774 811</b>	<b>5,47%</b>	<b>790 569 694</b>	<b>0,74%</b>	<b>790 034 782</b>
Quote part outre-mer spontanée	53 806 976	8,55%	55 421 353	3,00%	55 383 854
Garantie outre-mer	83 200		0		0
Métropole	730 884 635	5,24%	735 148 341	0,58%	734 650 928
<b>Quote part outre-mer totale (dont débasage de la DGF de St Barthélemy)</b>	<b>93 769 634</b>	<b>8,32%</b>	<b>94 513 340</b>	<b>0,79%</b>	<b>94 513 340</b>
dont garanties outre-mer	181 307		0		0

## Simulations de répartition de la DGF des régions pour 2010

### Annexe 3

	2009	2010							
Evolution DGF totale	2,00%	0,60%							
Evolution DGF mise en répartition	1,98%	0,60%							
<b>DGF TOTALE</b>	<b>5 416 020 968</b>	<b>5 448 714 804</b>							
	84%	60%	65%	70%	75%	80%	84%	85%	90%
<b>DOTATION FORFAITAIRE</b>	5 245 304 195 (1,68%)	5 264 187 290 (0,36%)	5 265 760 881 (0,39%)	5 267 334 472 (0,42%)	5 268 908 064 (0,45%)	5 270 481 655 (0,48%)	5 271 740 528 (0,50%)	5 272 055 246 (0,51%)	5 273 628 838 (0,54%)
<b>DOTATION DE PEREQUATION</b>	170 716 773 (12,21%)	184 527 514 13 810 741 (8,09%)	182 953 923 12 237 150 (7,17%)	181 380 332 10 663 558 (6,25%)	179 806 740 9 089 967 (5,32%)	178 233 149 7 516 376 (4,40%)	176 974 276 6 257 503 (3,67%)	176 659 558 5 942 785 (3,48%)	175 085 966 4 369 193 (2,56%)
part de la péréquation dans la DGF	3,15%	3,39%	3,36%	3,33%	3,30%	3,27%	3,25%	3,24%	3,21%